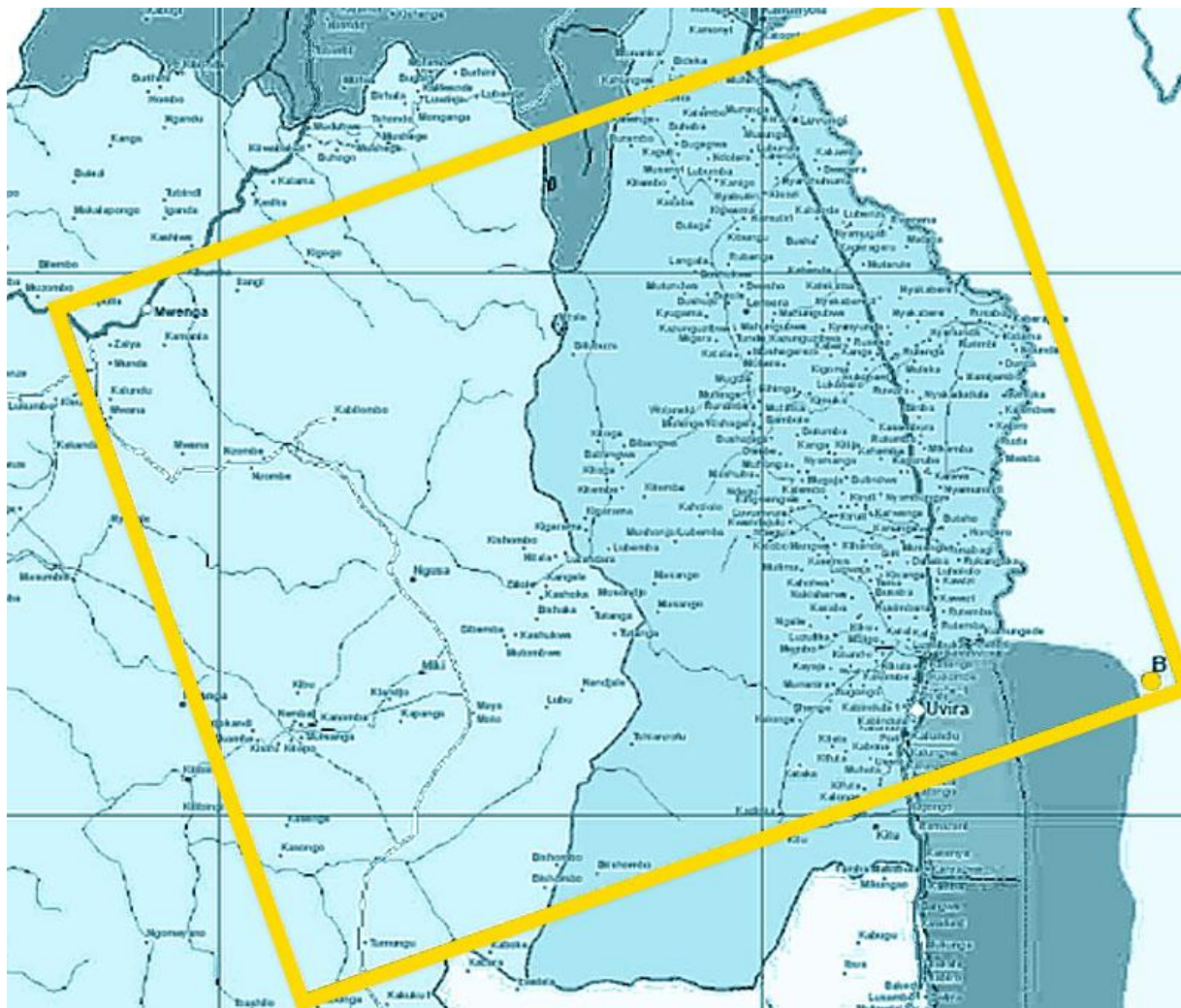




ANALYSE DE CONFLIT

Zone « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi »

Sud-Kivu, R.D. Congo

Search for Common Ground

Octobre 2014

Ce rapport est basé sur une étude documentaire et des témoignages récoltés sur le terrain. Il ne reflète pas l'opinion de Search for Common Ground.

END VIOLENT CONFLICT

Angola · Belgium · Burkina Faso · Burundi · Central African Republic · Chad · Côte d'Ivoire · DR Congo · Guinea · Indonesia · Jerusalem · Kenya · Kyrgyz Republic · Lebanon · Liberia · Macedonia · Madagascar · Morocco · Nepal · Niger · Nigeria · Pakistan · Rwanda · Sierra Leone · Sri Lanka · Sudan · Tanzania · Timor-Leste · Tunisia · Uganda · United States · Yemen · Zimbabwe

SOMMAIRE

1.	Résumé	3
2.	Contexte et justification.....	3
2.1.	Contexte et objectifs de l’analyse	3
2.2.	Méthodologie.....	4
3.	Analyse.....	5
3.1.	Descriptif de la zone.....	5
3.2.	Analyse du système de conflit	8
3.2.1.	Historique du conflit.....	8
3.2.2.	Causes profondes	12
3.2.3.	Multiplicateurs	13
3.2.4.	Moteurs/dynamiques de conflit	15
3.2.5.	Dynamiques positives	25
3.3.	Faisabilité	31
3.3.1.	Degré de présence de l’Etat	31
3.3.2.	Interventions en cours	33
3.3.3.	Environnement.....	34
4.	Conclusion et recommandations	36
5.	Bibliographie	38
6.	Liste des acronymes.....	39

1. Résumé

Cette analyse de conflit a pour but de comprendre les dynamiques des conflits locaux, ainsi que leurs ramifications provinciales, nationales et régionales, dans les « Hauts Plateaux de Mwenga et Plaine de la Ruzizi », et de faire des propositions précises qui mèneraient à une atténuation de ces conflits. La zone est importante pour des raisons politiques, économiques et stratégiques. Les tensions intercommunautaires sont élevées et les conflits très violents, avec une présence préoccupante de multiples groupes armés et de milices. Les conflits se concentrent sur une mobilisation autour de l'identité ethnique qui est étroitement liée à une mobilisation autour de l'accès aux ressources économiques, particulièrement à la terre, ainsi qu'à l'accès au pouvoir politique.

A cause d'une faible présence des autorités étatiques dans cette zone et une gouvernance personnalisée, l'appartenance ethnique est devenue le point de référence principal de l'identification et des relations entre individus. Les groupes armés mobilisent les individus et groupes en promettant de protéger les intérêts d'une communauté ethnique ou d'une autre. Au cours des élections ces clivages ethniques sont utilisés par certains politiciens afin d'agrandir leur sphère d'influence. Les divers groupes ethniques se disputent l'accès au pouvoir politique qui implique l'accès aux ressources naturelles telles que la terre ou les minerais. Pour cette raison, les conflits liés au pouvoir entre les chefs coutumiers et leurs communautés sont nombreux. Les autorités coutumières se battent pour acquérir le pouvoir en utilisant la violence et le soutien des groupes armés, si nécessaire.

Les leaders politiques et coutumiers manipulent souvent la dualité de la loi foncière – entre les dispositions légales et les pratiques coutumières – pour acquérir ou vendre des terres en chassant les populations paysannes. D'autres conflits autour de la terre se manifestent entre les agriculteurs et les éleveurs. Pour une population principalement composée d'agriculteurs et d'éleveurs, la gestion des pâturages et des terres arables est un problème majeur qui crée beaucoup de tensions. Ces conflits revêtent une dimension ethnique, la plupart des agriculteurs étant membres des communautés « autochtones » tandis que les éleveurs sont d'origine rwandaise et burundaise, une source de tension très importante dans la zone. Souvent, les conflits de pouvoir ou fonciers sont envenimés par l'élément ethnique. Ils en deviennent plus graves et explosifs et la cohabitation pacifique devient aussi de plus en plus difficile.

2. Contexte et justification

2.1. Contexte et objectifs de l'analyse¹

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS) de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Congo (MONUSCO) et les responsables du Programme de stabilisation et reconstruction des zones sortants des conflits armés (STAREC) ont finalisé la révision de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et stabilisation (ISSSS) en 2013. La nouvelle stratégie résultant de cette révision propose la formulation de « Stratégies provinciales de stabilisation (SPS) et Plans d'actions prioritaires de stabilisation (PAPS) » devant énoncer les priorités

¹ Appel à propositions, août 2014

provinciales pour la stabilisation, aussi bien du point de vue géographique que thématique. Afin de pouvoir effectuer l'identification de ces priorités, il est indispensable de passer par une phase d'analyse. La stabilisation étant définie comme un processus permettant à l'Etat et à la population de s'attaquer aux principaux moteurs de conflits, l'analyse – qui doit être aussi exhaustive que possible – devra permettre de comprendre les dynamiques des conflits et leurs caractéristiques changeantes, ainsi que d'identifier leur localisation géographique.

Une des premières zones pertinentes pour l'analyse des conflits dans de la province du Sud-Kivu est celle des « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi ». Ce choix a été fait en consultation avec les partenaires du gouvernement provincial et les partenaires internationaux de l'ISSSS (MONUSCO, agences du système des Nations Unies, ONG internationales et bailleurs de fonds), et s'est basé sur la fragilité et les tendances de conflits violents et l'opportunité et faisabilité de transformer les conflits et de consolider la paix.

Objectifs de l'analyse

Objectifs spécifiques :

- Analyser les conflits spécifiques dans les « Hauts Plateaux du territoire de Mwenga et la Plaine de la Ruzizi » (causes profondes, multiplicateurs, acteurs et leurs motivations et dynamiques de conflit – les dilemmes sécuritaires, la mobilisation autour de la terre et de l'identité, l'exploitation des ressources naturelles et les dynamiques régionales et les liens avec un système de conflit plus large);
- Identifier l'ampleur de chaque dynamique de conflit et son importance relative dans le conflit dans la zone ciblée ;
- Identifier les dynamiques positives dans la zone ciblée sur lesquelles capitaliser, y compris les mécanismes existants de résolution de conflits, les solutions aux conflits identifiées par les communautés, et les raisons de leurs succès/échecs ;
- Evaluer l'environnement sécuritaire et l'accessibilité, et identifier les interventions en cours et les partenaires présents, ainsi que la présence gouvernementale dans la zone ciblée.

2.2. Méthodologie

Pour cette étude, SFCG a utilisé une méthodologie à trois composantes. La première composante est une analyse documentaire qui a consisté dans l'un examen des documentations de SFCG ainsi que d'autres organisations au sujet du contexte, de l'histoire, et des acteurs du conflit.

La deuxième composante constitue des missions d'évaluations sur le terrain qui ont permis de collecter des informations des personnes directement affectées par les conflits. SFCG a conduit une équipe mixte d'organisations locales, nationales, et internationales ainsi que le gouvernement provincial du Sud-Kivu (le Ministère de l'intérieur), réunis au sein du sous-cluster dialogue inter communautaire (DIC), dans une mission d'analyse des conflits dans la plaine de la Ruzizi du 20 au 26 août 2014. Plusieurs villages sur

l'axe Uvira/Katogota ont été visités par l'équipe. Il s'agit notamment d'Uvira, Katogota, Luvungi, Bwegera, Luberizi, Mutarule, Nyakabere, Sange, Kabunambo, Biriba, Runingu et Kiliba.

Les enquêteurs ont utilisé plusieurs outils de collecte de données : 15 entretiens semi-structurés et 15 *focus-groups* participatifs (96 personnes dont 30 femmes) ainsi qu'une enquête de 392 personnes habitant et travaillant dans la plaine de la Ruzizi. Les participants des *focus-groups* étaient dans la tranche d'âge de 18 et 45 ans et ils étaient divisés par groupe ethnique. Les entretiens ont visé des personnes clés comme les chefs coutumiers et des acteurs étatiques, des services sécuritaires, des femmes, des jeunes, et des acteurs de la société civile.

Une deuxième mission a été menée par SFCG dans les hauts plateaux de Mwenga du 13 au 20 octobre 2014. Un groupe s'est orienté vers Mwenga-centre pour avoir accès aux hauts et moyens plateaux. Les localités visitées étaient Lugumba et Miki sur les hauts plateaux d'Itombwe d'une part et Mwenga-centre et Kigogo sur les moyens plateaux d'autre part. Nous avons fait recours à plusieurs outils de collecte de données : des *focus-groups* à Kigogo et dans le secteur d'Itombwe, précisément à Miki et Lugumba avec 21 hommes et cinq femmes ; des entretiens à Mwenga-centre avec l'administrateur du territoire de Mwenga, le directeur de la radio PIL (Promotion des initiatives locales), une femme leader de la structure des femmes pour la paix (CAUCAUS) de la chefferie de Wamuzimu² et un notable de la chefferie de Wamuzimu. Une autre équipe s'est orientée vers les hauts plateaux d'Itombwe à travers Fizi où les localités de Mikenge, Tulambo, Bukundji et Kipupu ont été visitées. Nous avons constitué des *focus-groups* de 49 personnes dont 23 femmes dans chaque localité et nous avons interviewé le chef coutumier Banyamulenge à Tulambo, le chef du village à Mikenge, le chef de localité à Bukundji et le secrétaire administratif du secteur d'Itombwe à Kipupu. Ensuite, la dernière composante est l'analyse des données du terrain et la rédaction du rapport final.

3. Analyse

3.1. Descriptif de la zone

Profil physique

La chefferie de la plaine de la Ruzizi est située au Nord-Est du territoire d'Uvira à la frontière avec le Burundi. Les hauts plateaux de Mwenga se trouvent à l'Est du territoire de Mwenga et touchent les hauts plateaux d'Uvira et de Fizi. Les hauts plateaux sont montagneux et moins peuplés avec une altitude maximale de 3,475 mètres³. Le sol de la zone est fertile et le sous-sol riche en minerais, surtout de l'or et de la cassitérite.

La plaine de la Ruzizi est facilement accessible de Bukavu. Pour toute la chefferie on a un accès routier passable. Les hauts plateaux de Mwenga, surtout le massif d'Itombwe sont difficiles d'accès : il faut soit monter par le territoire de Fizi, soit voyager en hélicoptère. En raison de son mauvais état, la route

² Dans la chefferie de Wamuzimu se trouvent les sièges administratifs de presque toutes les institutions qui font des activités dans la zone des moyens et hauts plateaux de Mwenga.

³ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013

Mikenge-Kipupu est particulièrement difficile à fréquenter tandis que le tronçon Miki/Lubumba est presque impraticable.

Profil démographique

La plaine de la Ruzizi

Les Bafulero/Bafuliru qui sont considérés comme la communauté « autochtone » représentent environ 80% de la population de la plaine de la Ruzizi tandis que les Barundi, d'origine burundaise, représentent 20%⁴. Les Barundi se sont installés dans la zone pendant la première moitié du XIX^e siècle, et les Bafulero sont arrivés à la fin du XIX^e siècle⁵. Le conflit le plus récurrent dans cette chefferie est entre ces deux communautés.

Les Hauts Plateaux de Mwenga

Le conflit le plus récurrent dans les hauts plateaux de Mwenga est entre la communauté « autochtone », les Babembe, et les Banyamulenge qui sont des Tutsis, d'origines rwandaise et burundaise. Les Banyamulenge se trouvent également dans les hauts plateaux d'Uvira et de Fizi et constituent une communauté relativement petite, estimée entre 50 000 et 400 000 personnes. Les premiers Banyamulenge sont arrivés dans les hauts plateaux de Minembwe et d'Itombwe en plusieurs vagues pendant le XIX^e siècle⁶.

Sources de revenus

Les habitants de la zone ciblée sont surtout des agriculteurs. Les éleveurs sont minoritaires. Il y a aussi des minorités de petits commerçants et de mineurs. La population est pauvre. Une grande majorité de la population sait écrire et lire des messages simples lorsque moins de 15% ont fini l'école primaire⁷.

Administration civile

Le territoire d'Uvira

Le territoire d'Uvira est constitué de trois collectivités/chefferies, celle de la plaine de la Ruzizi, celle de la collectivité des Bafulero et celle des Bavira, 16 groupements et six cités à Uvira, Kagando, Lemera, Luvungi, Runingu et Sange⁸. Le territoire a trois postes d'encadrement administratif à Mulenge, Luvungi et Makobola. Tous les chefs d'encadrement et des cités ne sont pas matriculés, et donc non rémunérés. Le traitement du chef de cité de Sange est pour le moment suspendu car il n'est pas accepté par la communauté bafulero. L'Administrateur du territoire basé à Uvira qui a dépassé l'âge de la retraite n'est pas très actif et il administre mal le territoire. Il n'y a pas d'approche de communication étroite entre la population et les administrateurs⁹.

⁴ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, International Crisis Group (ICG), 2013, p. 3

⁵ Sur les moyens plateaux surplombant Uvira, les Bafulero se sont installés au XVIII^e siècle. Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 4

⁶ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la vallée du Rift, 2013, p. 15

⁷ Harvard Humanitarian Initiative, *peacebuilding data* 2014

⁸ Cepas Kinshasa

⁹ Données de l'administration civile à Bukavu, octobre 2014

Le territoire de Mwenga

Mwenga a six collectivités/chefferies: Burhinyi, Luhwinja, Lwindi, Basile, Itombwe et Wamuzimu et 71 groupements¹⁰. Il y a dix chefs d'encadrement administratif à Kasika, Birhala, Lugushwa, Ngando, Bizembe, Kitutu, Kakenmenge, Luinsha, Kamituga et Miki. Tous ces chefs de poste sont matriculés, et donc payés. Au contraire d'Uvira, l'administrateur du territoire de Mwenga est très actif, il fait des visites des localités et il communique avec la population¹¹.

Voici une carte qui montre les chefferies concernées :



¹⁰ Cepas Kinshasa

¹¹ Données de l'administration civile à Bukavu, octobre 2014

Source : Rift Valley Institute, 2013

Paysage politique

Territoire d'Uvira

Alors que les Barundi n'ont pas de représentants provinciaux ou nationaux, les Bafulero sont représentés par quatre députés nationaux, un député provincial, le président de l'Assemblée du Sud-Kivu, et un ministre provincial. Six de ces personnes sont de la majorité présidentielle, tandis qu'un est de l'opposition.

Territoire de Mwenga

Les Banyamulenge dans le territoire de Mwenga manquent aussi d'une représentation aux niveaux provincial et national. Les députés élus sont tous barega (trois députés provinciaux et un député national), et tous sont de la majorité présidentielle. En raison de leur présence majoritaire dans le territoire, les Barega contrôlent le pouvoir politique. Répartis en trois territoires (ceux de Mwenga, Uvira et Fizi), les Banyamulenge ont peu de chance de remporter les élections.

Selon la population, seulement un de ces députés visite le territoire à chaque vacance parlementaire et qui s'implique dans la recherche de solutions aux problèmes que connaît la zone. Pour le reste des politiciens, les personnes rencontrées affirment qu'ils ne les connaissent plus et qu'ils ne font rien pour leur entité.¹²

3.2. Analyse du système de conflit

3.2.1. Historique du conflit

Depuis plus de deux décennies, l'Est de la RDC a connu des graves tensions et a été le théâtre de violations massives des droits de l'homme, et de déplacements de populations à l'intérieur et à l'extérieur du pays ayant, entre autres conséquences, érodé le tissu économique de la région. Les communautés ont souvent été instrumentalisées par un certain nombre « d'entrepreneurs du conflit » avec pour conséquence la recrudescence des conflits. Les uns et les autres ont été accusés, à tort ou à raison, d'appartenir ou de soutenir tel ou tel autre mouvement rebelle. La zone ciblée n'a pas été épargnée par cet état de fait et a vu la présence de plusieurs groupes armés qui jusqu'à présent commettent des violations massives des droits de l'homme.

L'arrivée successive des nouveaux migrants : une paix relative

La population rwandophone (Hutu et Tutsi, d'origine rwandaise) et burundaise (Tutsi et Hutu, d'origine burundaise), est arrivée à l'Est de la RDC (au Kivu) par suite de plusieurs vagues migratoires. Les colonisateurs avaient installé les communautés rwandophones et dans une moindre mesure des burundais, répondre au manque d'espace habitable au Rwanda et au Burundi et au besoin de main d'œuvre agricole à l'Est de la RDC, notamment dans les hauts plateaux de Kalehe au Sud-Kivu et à Masisi

¹² Mission sur terrain en octobre 2014

et Rutshuru au Nord-Kivu¹³. Avant cette migration organisée, une minorité d'éleveurs, les Banyamulenge, habitaient dans les hauts plateaux de Mwenga, Uvira et Fizi et des Barundi habitaient dans la plaine de la Ruzizi¹⁴.

En dehors de cette migration organisée, d'autres migrants ont quitté à de nombreuses occasions le Rwanda pour s'installer au Kivu, à la suite de famines ou de conflits politiques entre 1905 et 1974¹⁵. A l'accession de la RDC à l'indépendance, les rwandophones étaient devenus beaucoup plus nombreux au Sud-Kivu et presque majoritaire au Nord-Kivu. Pendant les émeutes anti-tutsies au Rwanda au cours de la crise d'indépendance (1959-1963), un nouveau mouvement de Tutsis s'est dirigé vers le Congo. D'autres immigrés du Burundi, traversèrent la plaine dans les années qui suivent la période coloniale.¹⁶

Les nombreuses communautés ethniques dans l'Est du Congo vivaient dans une paix relative jusqu'à la fin des années 1980. Cependant, les rwandophones et burundais n'ont jamais été entièrement intégrés au sein des autres communautés locales ou « autochtones » et leur nationalité congolaise a souvent été remise en question. Cette absence d'intégration effective a généré des tensions depuis l'époque coloniale.

Les tensions ethniques

Des tensions interethniques et des cas de violence ont été rapportés à partir de l'arrivée des nouveaux immigrés. En 1928, les colonisateurs ont divisé le territoire d'Uvira en trois chefferies selon les principaux groupes ethniques : les chefferies des Bavira, des Bafulero et des Barundi (ce qui est aujourd'hui la chefferie de la plaine de la Ruzizi). Les Bafulero se sont révoltés en 1929 contre la décision d'accorder la chefferie de la plaine aux Barundi¹⁷. Bien que les Bafulero soient arrivés dans la plaine à la fin du XIXème siècle, c'est-à-dire plus tard que les Barundi, ils considèrent que la plaine leur appartient depuis leur installation sur les hauts plateaux d'Uvira au XVIIIème siècle¹⁸. Les Bafulero ont tenté de forcer les Barundi à fuir au Burundi à plusieurs reprises¹⁹.

Les violences ont éclaté dans la plaine et dans les hauts plateaux pendant les années 1960. Pendant la guerre civile au Congo (1960-1965), l'enrôlement des Banyamulenge et Barundi ainsi que des Banyarwanda (les rwandophones du Nord-Kivu) comme auxiliaires de l'armée nationale congolaise dans la lutte contre la rébellion de Mulele n'a fait que renforcer les tensions entre les Barundi et les Bafulero ainsi qu'entre les Banyamulenge et les Babembe. Les Banyamulenge et les Barundi ont choisi de soutenir Mobutu, contrairement à d'autres communautés²⁰.

¹³ Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 27.

¹⁴ Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

¹⁵ Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, p. 20.

¹⁶ Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 27.

¹⁷ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 5-6.

¹⁸ Ibid. p. 4.

¹⁹ Ibid. pp. 5-6.

²⁰ Ibid., pp. 5-6.

Mobutu a profité de cet appui et a utilisé les rwandophones et Burundais comme un outil de répression contre des milices. En conséquence, ils sont devenus des bénéficiaires du régime de Mobutu, et leur destin, notamment la question de leur citoyenneté, a été pris en main par les autorités à Kinshasa. Cependant, localement, leur statut d'étranger a été renforcé aux yeux des autres communautés²¹.

Les Banyamulenge ont profité des contacts à travers l'armée avec les élites à Kinshasa et à Bukavu pour accéder à l'éducation et à l'emploi. Cette nouvelle puissance des Banyamulenge a déséquilibré les relations des Banyamulenge avec les autres communautés. Le désir d'autonomie politique a été fortement ressenti lorsque qu'un Munyamulenge a été élu à l'Assemblée nationale en 1970. Après son élection, il a réclamé la création d'un nouveau territoire à Minembwe dans lequel les Banyamulenge seraient majoritaires²². Le souhait d'avoir une propre terre banyamulenge dans les hauts plateaux remonte au début du XXème siècle. A partir de 1912, les colonisateurs ont réorganisé le système administratif d'Uvira en structure coutumière de plus grande taille. Ils n'ont pas attribué une chefferie propre aux Banyamulenge qui sont alors devenus sujets des chefs d'autres groupes ethniques²³. Cette décision est restée source d'un ressentiment constant et est jusqu'à présent la cause de tensions entre les Banyamulenge et les Babembe du territoire de Mwenga et Fizi et les Bafulero, les Viras, et les Nyindu du territoire d'Uvira²⁴.

Violences interethniques début des années 1990

La transition démocratique introduite par la Conférence nationale souveraine en 1991 a conduit à la prolifération des partis politiques (plus de 300 en juin 1992). Les partis étaient généralement axés sur une dimension ethnocentrique. L'ethnicité est devenue un outil de mobilisation électorale, ce qui a renforcé les tensions interethniques et engendré les soupçons contre les groupes dont la nationalité congolaise était considérée comme douteuse. Les rwandophones et Burundais n'ont pas invités à la conférence et ils ont également été exclus du recensement des nationaux en prélude des élections²⁵.

Confrontés au chômage et à la discrimination, de nombreux jeunes Banyamulenge et d'autres rwandophones du Nord-Kivu se sont tournés vers l'Ouganda en 1990 pour rejoindre le mouvement de Front patriotique rwandais (RPF) qui se préparait à attaquer le gouvernement de Habyarimana au Rwanda. Cela a renforcé la perception que les rwandophones étaient des étrangers²⁶. En 1993, ces tensions ont mené à la mise en place des milices ethniques par les Banyarwanda (essentiellement

Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

²¹ DR Congo: the Troubled East, Center for Strategic and International Studies, Gerard Prunier.

²² Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 18-19.

²³ Ibid., pp. 14-17.

²⁴ Ibid., p. 14.

²⁵ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, pp. 20-22.

²⁶ Revue documentaire – Profile territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques de la MONUSCO (Nord-Kivu), février 2014.

Hutus) et les autochtones (Hunde, Nyanga et Tembo) dans les territoires de Walikale, Masisi et Kalehe. Des affrontements interethniques ont fait des milliers de morts²⁷.

Les conséquences du génocide rwandais

La situation s'est gravement détériorée en 1994 à la suite du génocide rwandais. L'entrée des FPR au Rwanda a créé un exode des Interahamwe qui avaient perpétré le génocide, et de près de deux millions de réfugiés hutus rwandais, vers la RDC. Leur arrivée a renforcé la violence interethnique en RDC. Certaines communautés, accusées d'avoir collaboré avec les Tutsis, étaient ciblées par les Hutus, et ç l'inverse, étant assimilés aux Hutus rwandais responsables du génocide, les Hutus congolais ont souffert des représailles des Tutsis. En 1995, le parlement de transition a adopté une résolution qui exigeait l'expulsion de tous les réfugiés et immigrants rwandais et burundais.

La première guerre

L'offre d'un lieu de refuge aux Interahamwe par Mobutu a, par la suite, provoqué une invasion du Congo par le Rwanda et l'Ouganda en 1996. L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), une coalition de Congolais, Rwandais et Ougandais, dirigée par Laurent-Désiré Kabila, a brutalement démantelé les camps de réfugiés et en arrivant à Kinshasa, a chassé Mobutu du pouvoir et a installé Kabila comme président en 1997²⁸. Les rwandophones et Burundais ont soutenu les AFDL qui par la suite leur ont conféré le pouvoir. Ces communautés ont aussi alimenté un cycle de massacres de représailles avec des groupes ethnique voisins. Lors de la rébellion de l'AFDL puis de sa domination entre 1997 et 1998, les Banyamulenge ont occupé des postes d'autorité dans l'administration provinciale du Sud-Kivu et du territoire d'Uvira, provoquant un mécontentement considérable parmi les autres communautés²⁹.

Les Banyamulenge réalisaient de plus en plus que leur association étroite avec le Rwanda avait affecté leur demande d'obtention de la citoyenneté congolaise. Ils n'étaient pas non plus satisfaits de leur statut marginal au sein des forces armées congolaises nouvellement constituées. Suite à l'information selon laquelle le chef d'état-major des forces armées congolaises aurait donné l'ordre de déployer des officiers Banyamulenge en dehors des Kivus, plusieurs soldats se sont cantonnés à Bukavu. En juin 1998, un groupe de Banyamulenge s'est réuni à Bujumbura pour former un mouvement politique indépendant, les Forces républicaines fédéralistes (FRF). Au lieu de s'appuyer sur le Rwanda, la communauté banyamulenge a conclu que le fédéralisme constituait un moyen plus viable pour atteindre leur demande d'autonomie politique³⁰.

La deuxième guerre

²⁷ Revue Documentaire – Profile territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques MONUSCO NK, février 2014.

Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, pp. 14-15, pp. 20-21.

²⁸ Revue documentaire – Profile territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques MONUSCO NK, février 2014.

²⁹ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 22-25.

³⁰ Ibid., p. 22-25.

La « lune de miel » entre Kabila, Kagame et Museveni a toutefois vite pris fin en 1998 lorsque Kabila a tenté de reprendre de l'indépendance vis-à-vis de ses partenaires voisins, en excluant des Tutsis de son gouvernement. Le Rwanda et l'Ouganda sont de nouveau entrés au Congo tandis que Kabila a reçu de l'aide du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie. Par conséquent, la DRC était coupée en trois parties. Dans son ensemble, la communauté tutsie congolaise (Banyarwanda, Banyamulenge et Barundi) s'est alliée à la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), une rébellion soutenue par le Rwanda et qui contrôlait l'Est de la RDC. L'idée était que cette nouvelle insurrection offrirait l'opportunité de rectifier les inadéquations de l'AFDL, notamment le fait qu'elle ne promouvait pas leur droit à la citoyenneté et à une représentation politique³¹.

Une multitude de groupes armés se sont organisés comme les opposants du RCD. Ces groupes armés Maï Maï bénéficiaient d'un large soutien au sein des communautés « autochtones » et du gouvernement de Kinshasa. Ils se sont notamment coalisés avec les génocidaires hutus rwandais qui se réorganisaient au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). La violence a directement ciblé la population civile, entraînant la montée des sentiments de haine et d'insécurité entre les communautés. Les Banyamulenge comme les autres rwandophones et Burundais étaient régulièrement victimes des exactions des Maï Maï et des forces armées régulières³².

La transition

Comme conséquence de la violence, les FRF se sont transformées en un mouvement politico-militaire, avec la branche militaire, les Forces de résistance congolaise (FRC), en avril 2002. Le cessez-le-feu entre les adversaires en 2007 a permis aux FRF de prendre le contrôle d'une partie considérable des hauts plateaux. Elles exerçaient de fortes pressions sur les autorités coutumières et administratives locales. Les FRC étaient populaires parmi les Banyamulenge qui ont progressivement considéré les FRF comme leurs protecteurs face à un gouvernement central brutal. Les FRF ont réussi à obtenir un accord en 2011 qui permettait leur intégration *in situ* dans l'armée congolaise ainsi que la création d'un nouveau secteur opérationnel dans les hauts plateaux placé sous leurs ordres. Néanmoins, l'objet des négociations était principalement la signature d'un accord militaire, et non pas politique. La transition a en fait provoqué la marginalisation politique des Banyamulenge, et cette petite communauté, répartie en trois territoires, a peu de chances de remporter des élections³³.

3.2.2. Causes profondes

Les causes profondes des conflits dans la zone concernée en particulier mais dans la région des Kivus en générale sont multiples et interconnectées. Les conflits se concentrent sur une mobilisation autour de l'identité ethnique qui est étroitement liée à une mobilisation autour de l'accès aux ressources

³¹ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 25-27.

³² Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 23-24.

Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 25-27.

³³ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 32-43.

économiques, particulièrement à la terre, et au pouvoir politique. Les dynamiques de conflits – foncier, de pouvoir et d'identité – sont locales, nationales et régionales et se nourrissent mutuellement.

La plupart des causes sont historiques et directement liées à la mauvaise gouvernance. De son histoire coloniale et postcoloniale, le Congo n'a jamais connu un mode de gouvernance qui promeut le bien public, l'état de droit et le bien-être de ces citoyens. Le pouvoir a toujours été personnalisé et centralisé, clientéliste et patrimonial. L'appartenance ethnique est d'une grande importance, car elle constitue un premier niveau d'identification et de relations. Les réseaux clientélistes du pays s'organisent très souvent autour d'appartenance ethnique, notamment pour la redistribution par les personnes de pouvoir avec « les leurs » d'une partie des richesses accaparées³⁴. L'appartenance ethnique au Congo est donc devenue un outil de mobilisation électorale ainsi que la base de mobilisation par des groupes armés qui prétendent protéger leurs intérêts. En exemple, la présence majoritaire des Bafulero dans la plaine de la Ruzizi et des Barega dans le territoire de Mwenga fait que la plupart des élus proviennent de ces deux communautés, une réalité qui marginalise les autres communautés.

L'accès au pouvoir politique implique l'accès à la terre et aux ressources naturelles, et donc des denrées essentielles à la survie des familles. La dualité de la loi foncière, entre droit écrit et droit coutumier, qui existe au Congo permettent aux leaders politiques et coutumiers de manipuler la loi pour acquérir ou vendre des terres et de chasser les populations paysannes. Des multiples acteurs au niveau national, provincial et local profitent de la vente des terres, avec ou sans titre, pour leur enrichissement personnel au détriment des petits paysans et des communautés. Le conflit foncier se manifeste souvent entre les agriculteurs et éleveurs et est renforcé par une dimension ethnique car la majorité des éleveurs sont des Banyamulenge et Barundi et la majorité des agriculteurs sont des membres des autres communautés.

3.2.3. Multiplicateurs

Présence d'armes

La constante prolifération et circulation des armes légères peut être considérée comme cause et effet de la présence des groupes armés. Le fusil d'assaut AK-47 et ses munitions sont facilement disponibles dans l'Est de la RDC. « La plupart des Banyamulenge détiennent des armes chez eux. Ils disent qu'ils en ont besoin pour protéger leur bétail et leur famille contre les Bembe, » dit un chef Munyamulenge local à Fizi³⁵. Cette situation est similaire dans le territoire d'Uvira où les armes sont facilement disponibles. Par exemple, il est facile d'acheter un AK47 ou un pistolet avec seulement 30\$.

Dans certains cas, des groupes armés s'emparent des armes et des munitions à la suite d'offensives contre les FARDC. Dans d'autres cas, des soldats FARDC ou des intermédiaires leur vendent des armes et des munitions. Un stock important provient également des pays voisins tels que le Rwanda et

³⁴ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 15.

³⁵ Les Banyamulenge, Insurrection et Exclusion dans les Montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 53.

l'Ouganda. La facile disponibilité des armes encourage les rebelles à s'en prendre à la population pour extraire des ressources permettant de financer leur existence.

L'impunité

Le système judiciaire congolais est presque inexistant. Les institutions et personnel judiciaires ne sont pas suffisamment financés et manquent des capacités techniques appropriées. Des politiciens et des militaires interfèrent souvent dans les poursuites judiciaires et les jugements, rendant la justice personnalisée, corrompue et subjective. La durée des poursuites, l'éloignement des postes de police et des juridictions, les frais élevés des prestations et le manque de confiance dans le système sont des raisons principales pour lesquelles la population cherche rarement une solution judiciaire à un conflit ou à une violation des droits de l'homme. La plaine de la Ruzizi n'a aucune institution judiciaire, obligeant les justiciables à se rendre à Uvira. Dans les hauts plateaux de Mwenga, les gens sont forcés d'aller jusqu'au tribunal de paix à Mwenga-centre.

L'impunité pour de violations des droits de l'homme, y compris la violence sexuelle encourage la persistance des violences. Cela peut être illustré par l'incendie de maisons à Kipupu par des milices au mois d'octobre 2014 qui n'ont pas eu de conséquence légale. Les groupes armés locaux et étrangers opèrent sans difficultés, souvent avec la complicité des autorités étatiques et des forces armées peu disciplinées et mal payées. Des éléments indisciplinés au sein des FARDC ainsi que quelques officiers corrompus qui se coalisent avec les groupes armés, et s'en prennent aux populations civiles, sont une source d'insécurité autant que les groupes armés eux-mêmes³⁶.

L'économie de guerre

Un état où existent des « dilemmes sécuritaires » ne peut réguler le commerce des ressources naturelles, dont tirent profit les hauts responsables, notamment du secteur de la sécurité. La présence des ressources naturelles est aussi une base de financement et une motivation pour les groupes armés. La zone n'a pas des carrés miniers importants, mais beaucoup de petits sites où les gens creusent surtout de l'or et de la cassitérite. Certaines mines dans les moyens et hauts plateaux sont sous contrôle des FDLR, tandis que la chefferie de la plaine de la Ruzizi et le groupe armé de FALL (décrit au-dessous) gèrent les carrés miniers proches de Lemera. En outre, le groupe ethnique qui gère la chefferie de la plaine de la Ruzizi profite des trafics transfrontaliers miniers vers le Burundi et le Rwanda, ce qui crée des conflits d'accès au pouvoir coutumier entre les différentes communautés ethniques.

Le manque d'opportunités

D'après plusieurs sources, les recrues des groupes armés seraient principalement des jeunes avec un niveau d'éducation peu élevé, qui n'ont pas eu la possibilité de quitter leur milieu pour chercher d'autres opportunités. Lorsque les leaders des mouvements leur font miroiter des promesses d'emploi, ces jeunes déshérités se laissent facilement tenter. Pour certains jeunes, prendre les armes est aussi

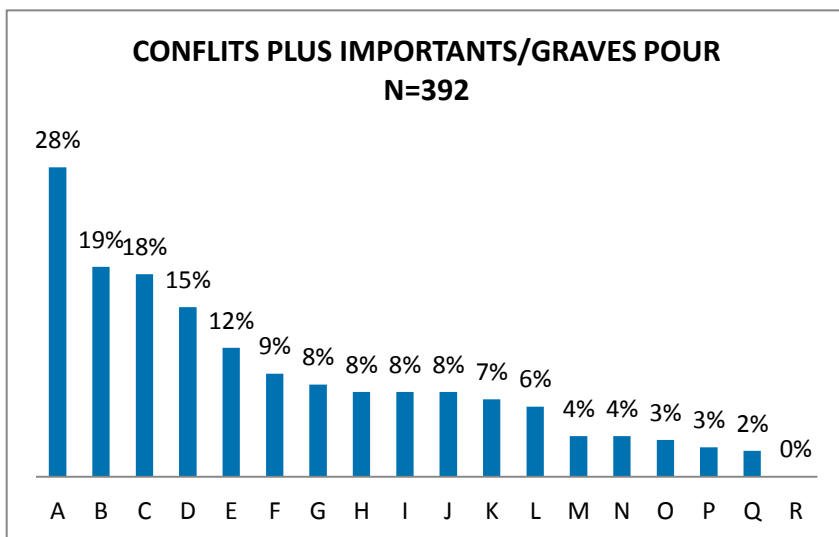
³⁶ Territoire de Masisi, Rapport de consultation, CPAP et PNUD, 2008, p. 14.

l'occasion d'affirmer un idéal de masculinité et de virilité. L'abondance des armes dans la région et la récurrence des combats ont façonné une conception très militarisée de la « masculinité ».

3.2.4. Moteurs/dynamiques de conflit

Les conflits les plus importants selon la population dans les hauts plateaux et la plaine sont ceux entre éleveurs et agriculteurs. Ces conflits ont une dimension ethnique car la plupart des éleveurs sont des Banyamulenge et des Barundi tandis que la plupart des agriculteurs sont des Bafulero, Babembe et d'autres communautés de la zone. Dans les hauts plateaux d'Itombwe, les gens ont mentionné le conflit de pouvoir coutumier intercommunautaire, deuxième conflit le plus important. Les conflits d'héritage du pouvoir sont le troisième type de conflits les plus importants dans la plaine de la Ruzizi. Les conflits de pouvoir coutumier entre familles régnantes sont les plus récurrents sur les moyens plateaux de Mwenga. Les conflits d'héritage de pouvoir intracommunautaire montre qu'en plus des conflits entre communautés, ils existent d'importants conflits de pouvoir au sein des communautés.

Les conflits les plus graves dans la plaine de la Ruzizi récoltés grâce au sondage sont illustrés dans le tableau ci-dessous. Les conflits qui ont été mentionnés dans les entretiens et *focus-groups* dans toute la zone sont décrits dans les sections suivantes.



Légende

- A. Conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs
- B. Conflit interethnique
- C. Conflits d'héritage du pouvoir
- D. Conflits d'héritage familial
- E. Conflits de voisinage
- F. Conflits liés à l'aides humanitaire/aux ONG
- G. Conflits au sein des ménages

- H. Conflit foncier, limites des champs
- I. Conflit foncier, accès aux champs
- J. Conflits entre les chefs traditionnels
- K. Conflits avec/ au sein des FARDC
- L. Autres conflits de pouvoir
- M. Conflits entre les autorités traditionnelles et étatiques
- N. Conflits avec la police
- O. Conflit lié à l'accès à des services sociaux (ex : écoles, centres de santé, etc.)
- P. Conflits liés aux groupes armés
- Q. Conflit religieux

3.2.4.1. Dilemmes sécuritaires

Les forces de sécurité (FARDC et PNC)

La nature patrimoniale des institutions de la sécurité et leur mauvaise gestion (non-paiement des salaires, mauvaises conditions de vie) a un impact négatif sur la discipline des agents de ces services. Avec le manque de professionnalisme, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la Police nationale congolaise (PNC), dont la Légion d'intervention rapide (LENI) dans la plaine, deviennent des forces prédatrices, responsable de nombreux abus contre les civils. Les cas des violations des droits de l'homme commis par des éléments des services d'ordre sont nombreux dans la zone ciblée. Il s'agit de l'extorsion, l'arrestation arbitraire, la torture, l'intimidation, le rançonnement, la perception des taxes illégales, entre autres. La réputation négative des FARDC est renforcée par le fait que les responsables des violations des droits de l'homme ne sont jamais condamnés ni traduits en justice. Certains éléments des FARDC ont appartenu à des groupes armés, et la population ne fait plus la différence entre forces armées congolaises et groupes armés informels. Les FARDC sont d'ailleurs contestés par les Bafulero qui les considèrent comme étant de mèche avec la communauté Banyamulenge depuis l'intégration des éléments FRF (des dizaines d'officiers Banyamulenge occupent des postes de responsabilité dans l'armée et la police³⁷).

Les groupes armés

Les forces de sécurité sont absentes dans beaucoup d'endroits, surtout dans les régions les plus isolées comme le massif d'Itombwe. Ce vide sécuritaire couplé avec la faible capacité des FARDC où elles sont présentes, rend l'Etat incapable de protéger la population et ses moyens de subsistance. Les communautés ont tendance à recourir aux groupes armés pour les défendre et les protéger. Les groupes armés exploitent le vide sécuritaire pour développer leur ascendant et propager leur influence et leurs agendas, en prétendant représenter les intérêts d'une ou de l'autre communauté, alors que les abus sont multiples. Les groupes armés qui opèrent dans la zone ciblée sont nombreux:

³⁷ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 50.

Dans la plaine de la Ruzizi et dans une moindre mesure sur les hauts plateaux d’Uvira et de Mwenga, les groupes armés Bédé, Simuzizi, Karakara, le Front national de libération (FNL) et les Ibonerakure sont actifs. Bédé, Simuzizi, Karakara sont des groupes armés issus de la communauté des Bafulero. Les Ibonerakure et FNL sont constitués de Barundi. Tous ces groupes prétendent protéger leur groupe ethnique contre le gouvernement et les autres communautés. Ils s’enrichissent aussi par la force en accaparant des terres et des minerais. Les Bédé semblent intouchables, car ils circulent librement dans la plaine et à Uvira, sans l’intervention d’aucune force de sécurité, et malgré leur refus d’accepter les accords pour leur démobilisation. Les groupes armés Simuzizi et Karakara ainsi que les Ibonerakure entretiennent de bonnes relations avec leurs communautés. Les FNL, une rébellion burundaise, sont soupçonnés de soutenir les Barundi et les Banyamulenge au Congo³⁸.

Dans la plaine, il existe également la Force d’autodéfense locale et légitime (FALL) créée par le Conseil de chefferie de la plaine de la Ruzizi, à l’époque dirigé par Ndare Simba (l’ancien chef coutumier) qui voulut mettre en place sa propre structure sécuritaire pour faire face à l’absence des FARDC durant leur réorganisation en régiments et pour protéger les Bafulero des FDLR. Une autre motivation aurait été la sécurisation des carrés miniers contrôlés par le Conseil de chefferie. Afin de faire accepter la création de la FALL par la population, le conseil a utilisé un discours mobilisateur anti-Tutsis auprès des jeunes Bafulero³⁹.

Dans les moyens et hauts plateaux de Mwenga, la milice Bembe d’Aoci et les FDLR, les Raia Mutomboki (pro-Barega, originaires de Walungu et Shabunda) qui sont vers Mwenga-centre, ainsi que les milices communautaires telles que les Ngumino (pro-Banyamulenge), les Bishambuke (pro-Bafulero), les Maï Maï (pro-Babembe) sont présents. Parmi les Maï Maï, on peut citer les Maï Maï Nyakiliba, créés par un Monsieur Nyakiliba qui se réclame chef coutumier, Yakutumba originaire de Fizi, Ndarumanga originaire de Shabunda et Maheshe originaire de Walungu⁴⁰. Durant nos enquêtes, nous avons remarqué la présence de nombreux éléments des FDLR dans les hauts plateaux d’Itombwe. La population a témoigné que ces FDLR ont un camp à Mikenge et Kigogo avec leurs enfants et leurs femmes dont des congolaises. De même, ils ont précisé que ces FDLR vivent en union de mariage légal et religieux avec leurs femmes. Les Raia Mutomboki disent qu’ils représentent les « autochtones » face aux envahisseurs des FDLR.

L’absence des groupes armés Banyamulenge

Les Ngumino sont connus comme un groupe armé Banyamulenge. En revanche, les Banyamulenge dénie les liens avec les Ngumino. Selon les Banyamulenge, les Ngumino est un groupe mixte, composé des Babembe, Bafulero et Banyamulenge. Ils rappellent que parmi les revendications des Ngumino figurent la réclamation d’un salaire décent pour les troupes et la protection de leurs communautés. Leur

³⁸ Missions sur terrain en août et octobre 2014.

³⁹ Comprendre les conflits dans l’Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 12.

⁴⁰ Missions sur terrain en août et octobre 2014.

chef est le commandant Kawimbi qui se trouve présentement à Kinshasa dans le cadre d'un plaidoyer sur le cahier de charge de ses troupes⁴¹.

En dehors des Ngumino, les groupes armés au sein de la communauté banyamulenge ont largement été démantelés. Deux nouveaux petits groupes comme les Ngumino sont apparus depuis 2011, d'ambitions personnelles, mais il n'y a pas de véritable milice banyamulenge à l'heure actuelle. La communauté banyamulenge est trop peu nombreuse, trop faible sur le plan politique et trop vulnérable pour continuer de mener des luttes. Même la rébellion de M23 en 2002 qui a déclenché toute une vague de mobilisation des groupes armés à travers le Nord et le Sud-Kivu, n'a pas eu du soutien au sein des Banyamulenge. Des leaders Banyamulenge résidents au Rwanda, faisant objet de pressions d'agents de la sécurité rwandaise, ont essayé mi-2012 de mobiliser les jeunes Banyamulenge au Congo afin de lancer une rébellion au Sud-Kivu sans succès⁴². De nombreux membres de la communauté banyamulenge estiment que l'alliance avec le Rwanda n'a servi qu'à envenimer les relations avec leurs voisins.

L'appui des leaders influents

Les Ngumino ne sont pas les seuls ayant un leader influent dans les sphères politiques et militaires (avec le commandant Kawimbi à Kinshasa). Selon les Babembe, il existe certains politiciens et hauts officiers militaires proches des Banyamulenge, notamment Azarias Ruberwa, le général Patrick Masunzu et d'autres leaders locaux tels que le Mechack Muhire, chef coutumier de Tulambo. Les Banyamulenge indiquent que les acteurs importants pour les Babembe sont le chef de groupement Nuhu de Basimunyaka basé à Itombwe, Ebuela, natif de Kipupu, qui est second à Yakutumba et certains leaders locaux⁴³.

3.2.4.2. Mobilisation autour de la terre et de l'identité

Mobilisation autour de l'identité

L'ethnicité n'est pas elle-même conflictuelle, mais dans le contexte de l'Est de la RDC, elle est souvent instrumentalisée par des acteurs divers. Les politiciens s'appuient sur l'identité ethnique dans les campagnes électorales afin d'agrandir leurs bases de pouvoir. Pour cette raison, les Bafulero, majoritaires dans le territoire d'Uvira dominant le pouvoir politique à tous niveaux, alors que les Barundi n'ont pas de représentations provinciales et nationales. La proximité des Bafulero avec la communauté des Babembe leur assurent également un soutien important au sein des administrations locales et de la société civile⁴⁴.

La situation est pareille sur les hauts plateaux d'Itombwe où tous les postes administratifs sont détenus par les Babembe depuis le secteur jusqu'aux six groupements qui composent la collectivité/chefferie

⁴¹ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁴² Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 10, pp. 43-46.

⁴³ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁴⁴ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 13.

d'Itombwe. Les Banyamulenge non pas non plus de représentation provinciale et nationale parce qu'ils sont répartis entre trois territoires dans lesquels ils sont minoritaires, les empêchant d'unir leurs voix au sein d'une même circonscription électorale⁴⁵. Tous les députés élus proviennent de la communauté majoritaire du territoire – la communauté rega.

Conflits liés à l'accès au pouvoir coutumier

Le contrôle coutumier est « ethnique » et les chefs coutumiers soutiennent plutôt leurs groupes. Le pouvoir coutumier est héréditaire. Il n'est pas basé sur une élection. Bien que leur rôle soit de servir toute la communauté, les chefs coutumiers favorisent souvent les groupes ethniques dont ils dépendent pour maintenir leur légitimité. Pourtant, même s'ils sont perçus comme l'institution la plus légitime au niveau local, ils sont aussi complices dans les conflits locaux et impliqués dans les conflits de pouvoir. Dans certains cas, les autorités coutumières se battent pour l'accès au pouvoir en utilisant la violence, notamment avec le soutien des groupes armés et des milices si nécessaire, car l'accès au pouvoir facilite l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Dans la plaine de la Ruzizi, le conflit coutumier se manifeste entre les communautés des Bafulero et des Barundi, actuels détenteurs du pouvoir. Les Barundi veulent conserver leur pouvoir coutumier, leur terre et leur identité. La revendication essentielle des Bafulero reste la transformation de la chefferie de la plaine de la Ruzizi en secteur. Cette demande est motivée par leur poids démographique au sein de la chefferie. Ce conflit a ses origines dans l'époque coloniale. La chefferie de la plaine a été attribuée par le colonisateur à la communauté barundi, comme chefferie des Barundi ; cette attribution a créé des frustrations au sein de la communauté bafulero qui contrôlait jusqu'alors le pouvoir coutumier sur cette entité. C'est en 2004 que le gouvernement de Kinshasa a privé le mwami Ndabagoye, un ancien partisan du RCD, de son poste en nommant un Bafulero comme chef coutumier de la chefferie, désormais appelé chefferie de la plaine de la Ruzizi. Les Barundi ont fait plusieurs demandes pour que leur leader soit réinstallé, mais aucun des administrateurs du territoire d'Uvira n'ose prendre le risque de voir les populations Bafulero, majoritaires dans la chefferie, se soulever⁴⁶.

Pendant la campagne électorale en 2011, Kabila a choisi de s'appuyer sur la communauté barundi et leur a promis en échange la restauration de leur chefferie. Une semaine après sa prise de fonctions, le leader Murundi a été brutalement assassiné à son domicile le 26 avril 2012. L'enquête judiciaire, qui n'est pas encore terminée, a mis en cause des éléments d'une milice des Bafulero. Cet assassinat a aggravé les tensions entre les communautés et l'arrestation de quatre chefs coutumiers bafulero a déclenché une spirale de violences jusqu'à la fin de l'année 2012. En août, la MONUSCO en collaboration avec SFCG et le CCI (Cadre de concertation intercommunautaire) a organisé des concertations intercommunautaires sans grand succès. Le ministre national de l'intérieur et des affaires coutumières a intervenu en septembre pour qu'un acte d'engagement soit signé. L'accord n'a néanmoins pas instauré

⁴⁵ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 50. Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22-23.

⁴⁶ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la Plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, pp. 14-15, pp. 5-6.

un dialogue intercommunautaire ni traité les causes profondes des conflits entre les communautés. Le décès du mwami Bafulero, Ndare Simba, en décembre 2012 a temporairement mis fin à la crise⁴⁷. Le conflit est resté latent jusqu'à sa résurgence des violences en 2013, marquées par des tueries, assassinats, enlèvements, incendies de maisons, des dévastations des champs par les bétails et vol, pillage et tueries de vaches pendant la saison sèche 2014. Malgré le renforcement du dispositif de sécurisation par la LENI (Légion d'intervention rapide) de la PNC, les FARDC et la MONUSCO, la violence persiste. Les populations s'inquiètent pour l'avenir. Dans un climat de méfiance, les rumeurs, les stéréotypes et les préjugés prospèrent. Dès qu'un incident implique un groupe ethnique, il s'installe une forme de psychose au sein des membres de ce groupe ethnique craignant des représailles de la part des groupes armés d'obédience opposée.

Dans les hauts plateaux de Mwenga, les tensions s'accroissent entre les Banyamulenge et les Babembe, qui sont aussi dans le territoire de Fizi. Les Banyamulenge réclament jusqu'à présent des droits politiques, notamment la création d'un territoire à Minembwe qui leur soit propre⁴⁸. Les origines de ce conflit aussi datent de la période coloniale. Les premiers Banyamulenge qui sont arrivés dans la région se sont arrêtés dans la plaine de Ruzizi, puis ils se sont installés brièvement dans les moyens plateaux d'Uvira où ils étaient soumis aux chefs traditionnels d'autres groupes ethniques qui réglementaient l'accès à la terre en échange d'un tribut. Vers le début du XXème siècle, souhaitant revendiquer ses propres terres, une partie de cette communauté s'est installée dans la zone moins peuplée des hauts plateaux. Quand les colonisateurs ont réorganisé le système administratif, les Banyamulenge n'ont pas reçu leur propre chefferie et ils sont alors devenus des sujets des chefs d'autres groupes ethniques, source constante de ressentiment. Les Banyamulenge continuent jusqu'à présent à réclamer la création de leur « Territoire du Minembwe » où ils seraient majoritaires⁴⁹. Quant aux Babembe, ils indiquent que depuis l'époque belge, les Banyamulenge veulent conquérir le pouvoir et chasser les Babembe de leur territoire. « En plus d'être suffisamment riches avec leurs vaches, les Banyamulenge sont orgueilleux et ne veulent pas être dirigés par un peuple qui n'a rien » tel est le refrain parmi les Babembe⁵⁰.

Des conflits de pouvoir de succession intercommunautaire au niveau des localités sont aussi légion dans les hauts plateaux de Mwenga. A Mikenge, les communautés de Babembe, Bafulero, Banyindu, Bashi et Barega n'ont pas, depuis un certain temps, se mettre d'accord concernant leur chef local. Cela a conduit à la mise en place des chefs de secteur par l'administrateur du territoire de Mwenga dont Ngulumina Fatu et Mukunda Asende Batande II, tous deux de la communauté babembe. Sur les moyens plateaux de Mwenga, il y a plusieurs conflits de pouvoir de succession intracommunautaires. Un conflit de pouvoir existe dans la chefferie de Lwindi entre Nsholo et Nyumba de la communauté Bayindu. Monsieur Musombwa Mulindwa, aussi Muyindu, est pointé du doigt comme acteur instigateur de ce conflit de pouvoir depuis qu'il a nommé ces deux chefs frères dans une même entité. Cela a divisé la population; on dit que Nsholo est soutenu par les habitants du groupement de Kigogo tandis que Nyumba par ceux

⁴⁷ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 13, pp. I-II, p. 3.

⁴⁸ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 14.

⁴⁹ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 18-19.

⁵⁰ Mission sur terrain en octobre 2014.

du groupement d'Illowe. D'autres conflits de succession du pouvoir existent entre les familles Imata et Kisali dans le groupement de Basimukinje, entre Makanga, Mukuma, Lulinda et Lutenja Lulinda, au sein d'une famille, dans le groupement de Basimunkinje II, entre les familles Kaleka Ibrahim et Kaleka Kindukilu, et entre les familles Kilima et Kitoba dans le groupement de Basimwenda⁵¹.

Mobilisation autour de la terre

Conflits entre agriculteurs et éleveurs

Les conflits les plus importants sont les conflits entre éleveurs et agriculteurs qui ont une dimension ethnique car la plupart des éleveurs sont banyamulenge et barundi et la plupart des agriculteurs sont bafulero, babembe ou viennent d'autres communautés de la zone. Lors des disputes entre éleveurs et agriculteurs, les belligérants associent la dispute aux origines identitaires. D'un côté, les Bafulero et Babembe accusent les Barundi et les Banyamulenge de la dévastation de leurs champs en faveur de leurs vaches, d'un autre côté, les Barundi et Banyamulenge accusent les Bafulero de vols des vaches et biens des membres de leurs communautés. Dans les moyens et hauts plateaux, les tensions sont particulièrement élevées pendant la transhumance ou migration annuelle du bétail depuis les plateaux vers de meilleurs pâturages vers le Sud au début de la saison sèche. Les vaches piétinent souvent les terres arables d'autres communautés alors que les fermiers ne touchent rien de l'*itulo* (taxe coutumière) que leurs chefs coutumiers perçoivent pendant la transhumance⁵².

Les Babembe se plaignent que les Banyamulenge ne respectent jamais les clauses liées à la non dévastation de leurs champs par les vaches. Les Banyamulenge ont de leur part reconnu qu'il y a souvent dévastation des champs par des vaches, mais que ce ne sont pas seulement les vaches des Banyamulenge, mais également celles de Babembe. Ils disent, en outre, qu'ils sont également victimes de cette dévastation, car les Banyamulenge ne sont pas seulement des éleveurs, mais aussi des cultivateurs. De plus, ils se plaignent que leurs vaches sont quotidiennement emportées par les Maï Maï, or, dans la coutume du Munyamulenge, la vache est sacrée : « toucher à une vache d'un Munyamulenge, cela est considéré comme une provocation. Il en est de même du fait de tuer un Munyamulenge ». Les Banyamulenge pensent que le conflit a persisté parce que les Babembe ne sont pas prêts au dialogue. « Ils ont plutôt confiance à leur Maï Maï », ont-ils affirmé lors de l'enquête⁵³.

Le conflit entre éleveurs et agriculteurs dans la plaine de la Ruzizi a éclaté entre un groupe de jeunes Bafulero et une coalition de Banyamulenge et Barundi, des propriétaires des vaches. La communauté barundi raconte que les Bafulero auraient blessé leurs vaches pendant la saison sèche 2014, ce qui pour eux constitue une provocation extrême. Pour se venger, des Barundi et Banyamulenge ont tué 30 Bafulero, dont des femmes et des enfants, dans une église. Ni la police ni les FARDC ne sont intervenues et leur passivité a empiré les tensions. Les FARDC sont contestés par les Bafulero parce qu'ils considèrent que les FARDC sont du côté de la communauté banyamulenge depuis l'intégration des

⁵¹ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁵² Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 53—54.

⁵³ Mission sur terrain en octobre 2014.

éléments FRF et jouent donc le rôle de protecteurs de la population tutsi. Par la suite, la communauté bafulero a conclu que les communautés barundi et banyamulenge ont été les responsables du massacre de Mutarule⁵⁴.

Conflits fonciers impliquant les chefs coutumiers

Les leaders coutumiers manipulent souvent la dualité juridique qui oppose la loi coutumière (le système coutumier d'allocation des terres) à la loi écrite (la législation foncière adoptée en 1973 qui faisait passer toutes les terres sous le contrôle de l'Etat et les ouvrait à la vente privée) pour acquérir de larges portions de terres et en chassant les populations paysannes. Dans la plaine de la Ruzizi, les communautés se sont affrontées en 2005 à cause de la vente de terres coutumières par les chefs de groupements qui selon elles n'ont pas de mandat légaux. Suite à ces ventes et au mécontentement de la population, le chef coutumier bafulero de la plaine a été remplacé. Depuis la recrudescence des violences en 2012, les éleveurs et les agriculteurs s'accusent mutuellement d'occuper illégalement des terres avec l'appui des autorités coutumières⁵⁵.

Les femmes : les premières victimes

Les femmes d'une manière générale sont parmi les premières victimes de la dualité. Les femmes assurent entre 70-75% de la production vivrière en milieu rural et jouent un rôle central dans l'économie de subsistance. Théoriquement, le code foncier de 1973 accorde le droit de jouissance sur les terres rurales à tous, sans distinction de sexe. Cependant, les coutumes et pratiques traditionnelles discriminatoires envers les femmes, encore très suivies, excluent celles-ci de l'héritage et de la succession. Les plus pénalisées par ces pratiques sont les nombreuses veuves et orphelines de guerre.⁵⁶

Par rapport aux tensions intercommunautaires, les femmes qui se marient avec un homme d'une autre communauté, subissent des abus ou des menaces dans la plaine de la Ruzizi, ou sont traitées d'espionnes pour leurs tribus d'origine ou des points de relai des adversaires.

3.2.4.3. Exploitation des ressources naturelles

La plaine de la Ruzizi est un point de passage important pour l'exportation illégale artisanale de minerais. Une partie des mines de cassitérite artisanales du territoire d'Uvira est située à proximité de la localité de Lemera et dans les moyens plateaux. Les FDLR contrôlent certaines mines dans les moyens plateaux tandis que la chefferie et les FALL gèrent les carrés miniers proches de Lemera. Les cassitérites sont en partie envoyées vers les comptoirs de Bukavu et en partie illégalement vendues au Burundi et au Rwanda. Cette contrebande est contrôlée par des chefs locaux et des groupes armés. Le changement de chef coutumier au profit des Barundi début 2012 s'est accompagné de la destitution de chefs de groupement bafulero par le nouveau mwami barundi. Ces changements ont été perçus comme une réduction du contrôle des Bafulero sur les trafics transfrontaliers miniers et de chanvre le long de la

⁵⁴ Mission sur terrain en août 2014.

⁵⁵ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 8.

⁵⁶ Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

rivière Ruzizi. La réhabilitation d'un mwami burundais a donc eu un impact direct sur le contrôle des trafics illégaux par certains élites bafuleros⁵⁷.

L'exploration des sites miniers d'or et de cassitérite dans les hauts plateaux de Mwenga est aussi artisanale et constitue une source des conflits locaux. Dans le massif d'Itombwe, les mineurs sont souvent à la base de conflits, surtout lorsqu'ils s'opposent au paiement des taxes. Ils ont souvent un problème de leadership entre eux au sein de leurs organisations. À titre d'exemple, on a cité la Coopérative minière de Bakimukwinji (COMIBA) qui s'oppose toujours à la Coopérative minière d'Itombwe (COPEMI) et l'exploitation artisanale de minerais dans la rivière Kakanga qui est contestée par le secteur d'Itombwe, la chefferie de Lwindi et la chefferie de Basile.

Il y a aussi des contestations concernant l'exploitation des minerais dans le lac Lungwe dans les moyens plateaux de Mwenga. Les chefferies environnantes des moyens plateaux, c'est à dire celles de Burhinyi et de Kaziba, ainsi que le secteur d'Itombwe, qui cherchent à s'approprier le lac Lungwe, riche en minerais. Ce conflit des limites a été initié par le député national Monsieur Katintima qui a toujours voulu tracer la route de Burhinyi vers le Lac Lungwe dans le souci de vouloir l'exploiter alors qu'il n'appartient théoriquement pas à la chefferie de Kaziba dont il est originaire⁵⁸.

Dans les hauts plateaux d'Itombwe, il y a aussi un conflit entre l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) et les chefs de groupements d'Itombwe parce que l'ICCN cherche à faire du massif d'Itombwe une réserve naturelle sans pour autant consulter les chefs locaux. Les personnes rencontrées à Itombwe ont assuré que les documents légaux de l'ICCN ont des signatures des chefs alors que ceux-ci disent ne pas les avoir signés. Ainsi, ces autorités locales, accusent l'ICCN de contrefaçon et de tricherie⁵⁹.

3.2.4.4. Dynamiques régionales

La plaine de la Ruzizi est un espace transfrontalier à haute valeur économique, caractérisée par une circulation importante de marchandises, de personnes et d'argent. Les diasporas au Burundi et au Rwanda s'organisent en un réseau régional qui facilite le trafic d'armes et de minerais. Les trafics transfrontaliers miniers ont été décrits plus-haut. Ce réseau mobilise également un soutien financier et politique et aide au recrutement dans les groupes armés, notamment dans les nombreux camps de réfugiés de la région. Bujumbura est un endroit clé de ces activités⁶⁰. Selon la communauté bafulero, des jeunes burundais entrent dans la plaine pour appuyer la communauté burundaise lors des vols de vaches et des combats. De plus, les communautés burundaises et banyamulenge et certains Bafuleros, disent que le Rwanda appuie la milice Bédé dans leur traque des FDLR. Il en va de même pour les FNL⁶¹. Le rôle du gouvernement rwandais dans les insurrections banyamulenge a été discuté ci-dessus. Selon les

⁵⁷ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 9-10.

⁵⁸ Mission sur terrain en août 2014.

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, pp. 8-10.

⁶¹ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 56

enquêtés dans l'Itombwe, les Banyamulenge ont toujours des soutiens au Rwanda ainsi qu'en Afrique du Sud et aux Etats-Unis d'Amérique avec leur responsable Monsieur Azarias Ruberwa⁶².

L'emploi transfrontalier est aussi source de tension. Le commerce entre le Burundi et la RDC est principalement informel et génère des milliers d'emplois et de revenus. Les perspectives de relance de l'agriculture dans la plaine ont augmenté la demande en main d'œuvre agricole. Les Barundi congolais qui se sont réfugiés au Burundi pendant les guerres répétitives au Congo se trouvent dans les provinces du Nord-Est qui sont fortement touchées par le chômage. Ils viennent donc travailler temporairement dans la plaine. La communauté Bafulero perçoit ces Barundi comme des Burundais, ce qui exacerbe la frustration⁶³.

3.2.4.5. Conclusion

Interactions des dilemmes

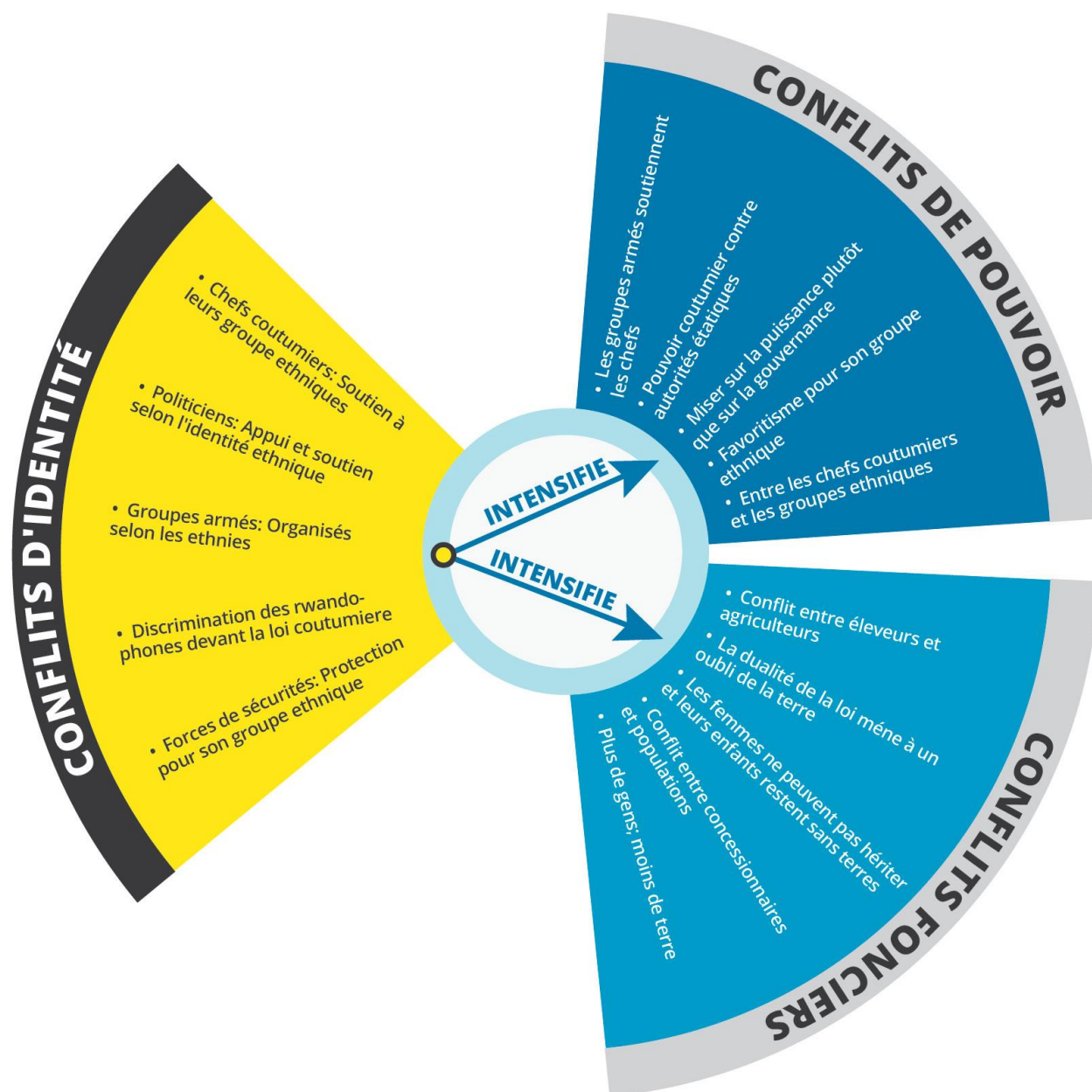
Cette analyse révèle que la population forme des groupes d'autodéfense, souvent mobilisés autour des ethnies, pour se protéger et perpétuer leurs intérêts économiques et politiques. Les groupes armés entrent dans le vide sécuritaire, l'absence d'autorité publique et le manque d'un contrat social efficace entre l'Etat et la population. L'analyse explique comment les tensions d'ordre foncier, qui souvent ont une dimension ethnique, se produisent en raison d'une très faible présence du gouvernement et à défaut d'application de la loi pour protéger les personnes et leurs biens, en mettant un accent particulier sur ceux des femmes et des filles. Des entrepreneurs des conflits tels que des politiciens et leaders nationaux, régionaux et traditionnels profitent de cette faiblesse étatique pour manipuler les tensions interethniques et créer des groupes armés sur des bases ethniques afin de gagner les élections ou d'accéder aux ressources naturelles.

De plus, cette fragmentation des institutions publiques et le manque de sécurisation des frontières permettent une circulation importante de contrebandes. Les diasporas au Burundi et au Rwanda s'organisent comme un réseau régional qui facilite le commerce d'armes et de minerais, mobilise un soutien financier et politique, et aide au recrutement au sein groupes armés. La plaine de la Ruzizi est un point de passage important pour l'exportation illégale de minerais. Un Etat où existent des « dilemmes sécuritaires » ne peut réguler le commerce des ressources naturelles, surtout là où l'exploitation et la contrebande sont, entre autres, contrôlées par des chefs locaux. La présence des ressources naturelles est aussi une base de financement et une motivation pour les groupes armés. L'exploitation minière soutient et en même temps encourage la persistance des groupes armés et de la violence.

Voici une illustration des conflits d'identité, de pouvoir et d'accès aux ressources économiques:

⁶² Mission sur terrain octobre 2014

⁶³ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, pp. 8-10



3.2.5. Dynamiques positives

3.2.5.1. Processus de paix locaux

La transformation et résolution des conflits

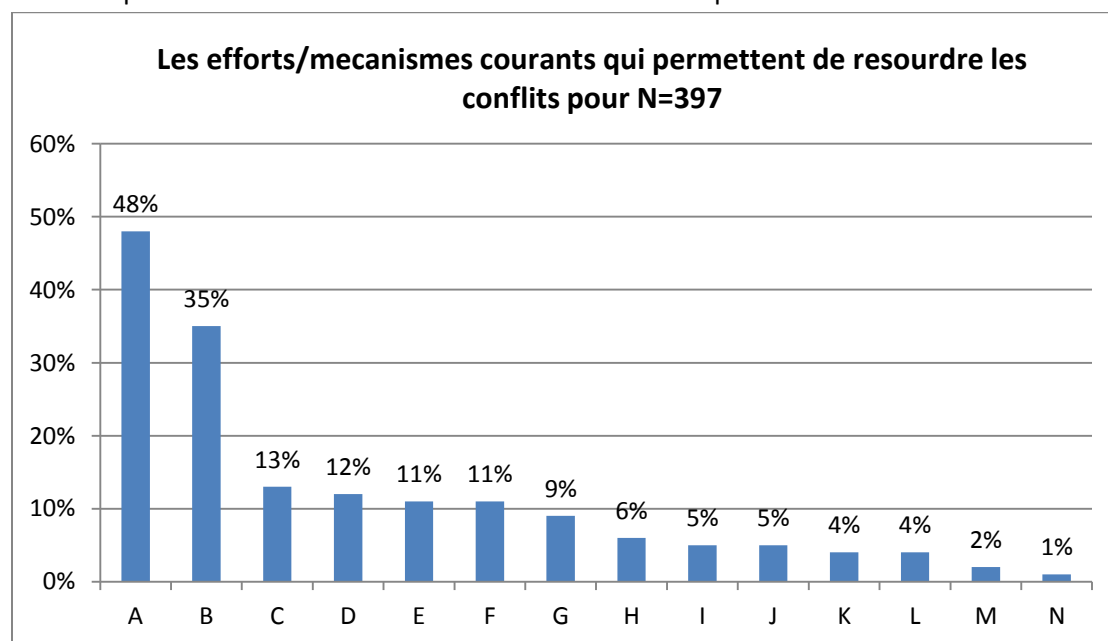
La plaine de la Ruzizi

Plusieurs initiatives ont pour but de transformer les conflits dans la Plaine de la Ruzizi. Les églises locales prêchent sur la cohabitation pacifique, font des médiations de conflits et initient des activités de réconciliation. Ceci contribue à la vulgarisation des messages de paix. Des paillotes de la paix, où les gens se retrouvent pour discuter des enjeux, ont été construites par International Alert dans les quatre

dernières années. Les activités de sensibilisation et de formation sur la cohabitation pacifique et le combat contre la haine et les préjugés entre les paysans des communautés sont organisées par des ONG nationales et internationales en collaboration avec les associations et organisations locales. Par exemple, des jeunes se sont organisés dans des associations pour lutter contre la haine tribale qui a plongé la plaine dans une insécurité totale. Nous pouvons citer en particulier l'Initiative des Jacobins éleveurs pour le développement (IJED). Ils organisent des formations et des concours publics sur la transformation de conflits et d'autres activités de consolidation de la paix.

D'autres acteurs qui sont actifs sont le Directoire des organisations féminines pour les actions de paix (DIOFAP) qui représentent tous les groupes ethniques et accompagne les organisations membres à contribuer à la restauration d'une paix durable et à la promotion du leadership féminin dans le territoire d'Uvira; le Groupe d'actions socio-agro pastorales (GASAP) qui a comme objectif de réconcilier et pacifier les communautés ethniques en conflits dans la plaine de la Ruzizi ; et le Comité de coordination des actions de paix (CCAP) qui accompagne les communautés de Fizi, Itombwe et Uvira au rétablissement de la paix, à la convivialité, à la cohabitation pacifique, à la cohésion sociale et à la prévention des conflits inter- et intracommunautaire en vue du développement durable.

Pour ce qui concerne la résolution de conflit dans la plaine de la Ruzizi, veuillez regarder le tableau ci-dessous : Pour la plupart des gens, une approche non violente aux conflits tels que le dialogue direct entre les parties en conflits ou les conseils de famille est la plus efficace.



Légende

- A. Dialogue direct entre les parties en conflits
- B. Conseils de famille

- C. Aucune
- D. Recours à la justice et tribunaux
- E. Bagarre
- F. Violence
- G. Recours aux armes
- H. Autre
- I. Recours aux officiers de l'armée/police
- J. Organisations/ONG
- K. Les vieux sages
- L. Barza
- M. Intégration des groupes armés/ d'auto-défense
- N. Leaders religieux

Evaluation des mécanismes courants

La population a mentionné des limites aux mécanismes courants qui sont dues au manque des capacités et de connaissance sur les méthodes et techniques de résolution des conflits. Ils ont aussi parlé des acteurs clés qui ne changent pas ou ne soutiennent pas la résolution des conflits. Il s'agit de quelques politiciens, c'est-à-dire les délégués ou parlementaires, les élus au niveau national, provincial et territorial. Situés à Bukavu, Kinshasa, et à l'étranger (notamment au Burundi), ces individus attisent les conflits et divisent les communautés, pour exercer et maintenir leur influence. Dans les interviews et discussions, les personnes rencontrées se sont souvent fâchées en parlant des politiciens, car ceux-ci manipulent et obtiennent tout grâce à leur pouvoir. Du côté bafulero, ils ont cité les personnalités banyamulenge et barundi suivantes, actives dans les conflits de la plaine: Moïse Nyarugabo, le général Patrick Masunzu, commandant de la 10ème région militaire, le député Mushonyo, Monsieur Togera, le chef de poste d'encadrement administratif de Sange, le gouvernement burundais, René Munegwa, le président de la société civile, le mwami Richard Ndabagoye III des Barundi, Monsieur Mulimbalimba, le gouvernement provincial du Sud-Kivu, spécialement le ministère de l'intérieur et les FARDC. La plupart des Barundi et Banyamulenge ont cité les politiciens et notables Bafulero suivants, comme instigateurs des conflits: le député national Justin Bitakwira, Monsieur Emile Baleke Kadudu (président de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu), le député national honoraire Makonero, le député Mushonyo, leader des jeunes, le commandant du centre de Luberizi, le sénateur et Monseigneur Kuye Ndondo wa Mulemera et les membres de deux familles régnautes dont Kinyonyi (Murundi) et Kalingishi (Fulero).

Les hauts plateaux d'Itombwe

Les associations qui s'occupent de la transformation ainsi que de la médiation des conflits dans les hauts plateaux d'Itombwe sont les suivantes : A Tulambo, le Conseil de consultation interethnique (CCI) et le Barza et a Kipupu, l'Association des jeunes de Kipupu pour la paix et le développement d'Itombwe (AJPD), l'Association des jeunes pour le développement de Kipupu (AJDKI) et l'Association des femmes pour la fabrication des savons (AFS). Ces associations ainsi que des sages organisent des dialogues intercommunautaires. Le chef du secteur d'Itombwe, Monsieur Kitabo Kininga Kiki, a également

organisé des séances de sensibilisation et de réconciliation des communautés contre les violations et autres actes d'intolérance entre les Banyamulenge et les Babembe d'Itombwe et de Fizi.

D'autres chefs locaux organisent des rencontres de réconciliation entre ces deux communautés. Grâce à ces rencontres ainsi qu'à une cellule de vérification vétérinaire qui a été mis en place au sein du secteur d'Itombwe, dont la responsabilité est confiée à un Munyamulenge, les Banyamulenge disent que le conflit entre eux éleveurs et cultivateurs Babembe concernant la dévastation des champs de ces derniers par les vaches Banyamulenge est en voie de résolution. Selon les Babembe, eux-mêmes vivent en harmonie avec les autres communautés. Cependant, ils affirment qu'il est difficile de trouver une solution pacifique aux problèmes qui les opposent aux Banyamulenge, car ces derniers ne respectent jamais les clauses ou conventions prises. Par exemple, en cas de dévastation de leurs champs par les vaches des Banyamulenge, il arrive qu'ils les invitent pour en discuter mais les Banyamulenge refusent de participer. Quelques jours après, ils font ravager encore les champs des Babembe par leurs vaches. Cela étant, les Babembe considèrent cet acte à répétition comme un mépris et répliquent par des violences. Les Banyamulenge témoignent qu'en cas de problèmes en leur sein, la solution pacifique est toujours possible. Par contre, ils disent que lorsqu'il s'agit d'un problème entre eux et les Babembe, la solution pacifique est plus difficile, car ces derniers ne sont pas toujours prêts ni au dialogue ni à la médiation. Lorsque leurs enfants vivants dans la forêt, c'est-à-dire les Maï Maï, apprennent qu'il y a un malentendu entre leurs parents et les Banyamulenge, la situation se complique d'avantage, affirment-ils. Toutefois, le souhait serait aussi de régler leurs différends pacifiquement, disent-ils⁶⁴.

Alors même que les deux partis s'accusent mutuellement de l'indifférence face au dialogue et à la passivité, le dialogue reste le mécanisme préféré par la majorité de la population dans les hauts plateaux d'Itombwe. Les Banyamulenge disent que le dialogue reste le meilleur outil pour résoudre les conflits et que la haine grandit entre les communautés par manque de communication entre elles. « Un échange régulier entre les groupes pourra aider les communautés ethniques à se connaître davantage et ainsi à pallier aux conflits entre elles » explique un homme qui a dit avoir été victime du peuple Banyamulenge⁶⁵.

Au vu de l'ampleur de la situation, toutes les personnes rencontrées soutiennent l'idée de la médiation externe pour concilier les partis en dispute. On propose qu'elle soit assurée par une organisation ou individu neutre sous la surveillance de l'Etat et la communauté internationale. En même temps, les Banyamulenge ajoutent qu'il faut que l'autorité puisse aider à la délimitation de l'espace pour l'agriculture et l'espace pour l'élevage. Pour les Babembe et autres communautés locales, il faut que les Banyamulenge cessent de faire paître leurs vaches dans leurs champs et que l'autorité applique rigoureusement la loi en matière de divagation des bêtes.

⁶⁴ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁶⁵ Rapport de l'étude des comportements, attitudes et pratiques sur la perception des facteurs qui mènent aux violences de groupe, La Benevolencija Grands Lacs en RDC.

Le rôle des femmes

Dans la plupart des communautés, les hommes et les femmes ont des avis divergents. Partout les femmes ont montré qu'elles ne sont pas souvent invitées par les hommes dans le Barza, malgré leur rôle central dans l'économie de subsistance. Lorsqu'elles y sont présentes, leurs avis ne sont pas toujours pris en compte. Ainsi, elles sont convaincues que si les hommes avaient la même perception sur la gravité de la situation qu'elles, il n'y aurait plus de conflits.

Pour illustrer leur détermination à lutter contre les violences, les femmes indiquent qu'à l'occasion d'assassinats à Mibunda, les femmes banyamulenge se sont opposées aux sorties nocturnes de leurs hommes qui voulaient se venger contre un garçon mubembe. Ces femmes banyamulenge se sont réunies avec des femmes babembe et banyindu et ont convenu que désormais quiconque apprendra que son mari ou son enfant se prépare pour commettre un acte de violence devra le dénoncer.

Les femmes jouent un rôle capital dans la transformation des conflits chez les Bafulero, comme actrices de la paix. Chez les Barundi, les femmes ont également la volonté de contribuer à la transformation, mais elles ne sont pas écoutées. Ceci est surtout lié au fait que les multiples sensibilisations (par des ONG surtout) par rapport à l'équité des genres ont eu plus d'impact au sein de la communauté bafulero. La participation de la femme dans la transformation des conflits chez les Bafulero, a contribué à une modération des points de vue par rapport au conflit, qui est moins évidente au sein de la communauté barundi.

La société civile⁶⁶

Dans la plaine de la Ruzizi, deux structures de la société civile sont très actives : la société civile congolaise et la nouvelle dynamique de la société civile basées à Uvira-centre. La société civile congolaise n'était plus perçue comme accessible et représentante de la population. Elle était considérée comme un outil des hommes d'affaires et des personnes influentes. Alors, au niveau de Kinshasa la nouvelle dynamique de la société civile a été créée.

De manière générale, le plus grand problème de la société civile au Sud-Kivu est qu'elle est représentée au niveau territorial seulement et pas au niveau local. Ceci l'éloigne de la population locale et de ses problèmes locaux. Elle a des points focaux qui informent la structure au niveau du territoire, mais pas de vraie structure locale qui puisse organiser des échanges avec la population. La société civile s'organise surtout comme contrepoids au gouvernement dans le secteur de la justice, la gestion administrative et du plaidoyer sur la protection. Sur le plan cohabitation pacifique, elle n'a pas d'expertise particulière et ne propose pas d'actions.

Les hauts plateaux d'Itombwe ont une société civile qui n'est pas active car la zone est trop enclavée pour mener des activités. La présence des différentes communautés rend aussi une organisation

⁶⁶ Mission sur terrain en août et octobre 2014

interethnique difficile. La société civile territoriale de Mwenga n'arrive pas dans la zone à cause de la mauvaise infrastructure. La société civile d'Itombwe a des liens avec la société civile de Fizi qui n'est pas active non plus.

3.2.5.2. Provision de services par des organisations non-gouvernementales

La plaine de la Ruzizi

Des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales travaillent dans la zone, en particulier dans la transformation et la médiation des conflits. Pour la plaine de la Ruzizi, il s'agit en particulier d'Action de développement pour la paix endogène (ADEPAE), International Alert, Life and Peace Institute, SFCG, le Réseau d'innovations organisationnelles (RIO) et l'Union Paysanne pour le développement intégral (UPDI). De plus, ZOA travaille dans un projet de renforcement de la sécurité humaine, à travers des activités de rapprochement, sécurité et commerce transfrontalier.

Les ONG ne sont pas appréciées par tout le monde. Par exemple, deux organisations sont soupçonnées d'être pro-Banyamulenge et les autres communautés refusent de collaborer avec ces deux organisations⁶⁷. En outre, les activités du gouvernement du Mutarule sont refusées par la communauté bafulero parce que selon eux c'est le gouvernement qui est l'acteur indirect du massacre récent des Bafulero au vu de son irresponsabilité et passivité⁶⁸. De plus, l'élite « autochtone » du Sud-Kivu accuse les organismes internationaux des droits de l'homme comme étant partiaux dans l'identification des victimes des conflits au Congo. Selon eux, seuls les Banyamulenge sont considérés par ceux-ci comme des vraies victimes et les autochtones sont défavorisés⁶⁹.

Les hauts plateaux de Mwenga

Dans les grands centres, on assiste souvent à des séances de sensibilisations pour la résolution des conflits et la cohabitation pacifique qui sont l'œuvre des ONG internationales et du gouvernement. Les ONG locales interviennent aussi dans la sensibilisation. Par exemple, FPDH (Femmes pour la paix et les droits humains) sensibilisent la femme pour sa promotion ; Paix pour les déshérités (PLD) sensibilise pour l'identification des enfants ; CAR qui a été instauré par Norwegian Refugee Council (NRC) s'occupe de la gestion foncière ; l'Appui aux femmes démunies et enfants marginalisés (AFEDM) s'occupe de la gestion foncière et de la sécurité alimentaire ; le Conseil et de dépistage volontaire (CDV) initié par International Rescue Committee (IRC) sensibilise sur la bonne gouvernance et travail avec les femmes sur les traumatismes ; RIO/ECC (Réseau d'innovation organisationnelle) de l'Eglise de Christ au Congo a installé des comités de médiation dans les grands centres, la Commission diocésaine justice et paix (CDJP) de l'Eglise catholique initié par CARITAS a installé des téléphones publics pour donner des alertes en cas d'insécurité. La population locale apprécie les activités de paix de ces organisations, mais pense que l'effet de ces activités risque de ne pas être durable.

⁶⁷ Mission sur terrain en août 2014

⁶⁸ Ibid.

⁶⁹ Rapport de l'étude des comportements, attitudes et pratiques sur la perception des facteurs qui mènent aux violences de groupe, La Benevolencija Grands Lacs en RDC.

3.2.5.3. Dynamisme du secteur privé/entrepreneuriat

Pendant l'époque coloniale, les cultures de rente ont été introduites dans la plaine. Les Barundi, habitants de la plaine, ont été les premiers à bénéficier de ce développement, ce qui a attisé les tensions avec les Bafulero. Les activités agricoles se sont arrêtées avec les guerres dans les années 1990. En 2011, la sucrerie de Kiliba a été reprise, mais la relance s'est accompagnée de contentieux fonciers et de pression à l'emploi. Certaines personnes se sont accaparé des terres de la sucrerie et ont parfois acquis des titres fonciers. De plus, la population regrette que seulement un faible pourcentage des anciens employés ait été rengagé par la sucrerie⁷⁰.

3.2.5.4. Conclusion

Alors que la société civile est absente dans le processus de paix, plusieurs associations et organisations internationales et nationales ainsi que les églises et quelques chefs locaux s'occupent de la transformation et la résolution des conflits. Elles sensibilisent sur la cohabitation pacifique et organisent des dialogues intercommunautaires et la médiation des conflits. Le dialogue est le mécanisme préféré par les personnes interrogées. Il faut néanmoins d'abord que les parties prenantes y croient sérieusement. Dans les hauts plateaux d'Itombwe, les Banyamulenge et Babembe s'accusent mutuellement de l'indifférence au dialogue et une passivité. Certains membres des communautés barundi et bafulero dans la plaine de la Ruzizi disent que pour terminer le conflit, il faudra qu'une des parties disparaissent. Au vu de l'ampleur de la situation, tout le monde soutient l'idée de la médiation externe pour concilier les partis en dispute. Mais il faut tenir en compte que pas toutes les ONG internationales et nationales qui travaillent dans la zone ne sont appréciées par tout le monde. Il faut aussi prendre note que dans la plupart des communautés, les femmes ont montré qu'elles ne sont pas invitées à contribuer au processus de paix, avec l'exception des Bafulero où les femmes jouent un rôle capital dans la transformation des conflits.

A part le dialogue intercommunautaire, la population recommande aussi la mise en place d'une structure comme la CISUP (le Cadre intercommunautaire des sages d'Uvira pour la paix), des membres de toutes les communautés ont mentionnées que des projets de développement et de rapprochement intercommunautaire sont des forces motrices qui influencent positivement la cohésion sociale. Ils encouragent les activités culturelles, le sport et les champs communautaires. Ils disent que les rencontrent aux écoles, églises et marchés ont une influence positive sur les relations intercommunautaires.

3.3. Faisabilité

3.3.1. Degré de présence de l'Etat⁷¹

La plaine de la Ruzizi

Dans la Plaine de la Ruzizi, l'administration civile n'est pas présente. En 2013 l'Etat avait installé un chef de chefferie des Barundi, qui n'a pas été accepté par la communauté Bafulero. Des menaces provenant

⁷⁰ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013, p. 7.

⁷¹ Missions sur terrain en août et octobre 2014.

des Bafulero, particulièrement de Bédé, sont proférés pour l'établissement d'un membre de la communauté bafulero. Le chef a fui et son poste qui reste *de facto* vacant. Entre-temps, les Bafulero se battent pour occuper ce poste, et les Barundi continuent à vouloir réinstaller l'ancien chef. Dans cette situation, l'administration civile est quasi-absente.

Les forces de sécurité sont généralement présentes dans la plaine de la Ruzizi, mais les soldats ne sont souvent pas payés. Certains agents de la PNC, LENI et des FARDC sont accusés par une grande portion de la communauté de commettre des abus contre la population civile, comme décrit dans la section « dilemmes sécuritaires ».

Les hauts plateaux de Mwenga

Globalement, les services civils ne sont pas représentés dans tout le territoire de Mwenga. Dans les hauts plateaux d'Itombwe, la population mentionne le chef de secteur, le chef de localité, le chef de village, la police et les FARDC comme des acteurs civils présents. Les acteurs étatiques dans les moyens plateaux que les enquêtés ont connus sont la PNC, les FARDC, l'ANR, les Services de l'environnement, agriculture et mines. Mais ces institutions ne sont pas présentes partout et la population a indiqué que les services qu'elles fournissent sont insuffisants. Les agents publics, selon la population dans les hauts et moyens plateaux, sont responsables de l'administration publique, prodiguent des conseils et aident à la transformation des conflits. D'après une personne rencontrée, dans les hauts plateaux d'Itombwe, la PNC et les FARDC sont là pour arrêter les personnes incapables de rembourser leurs dettes. Une autre par contre pense que ces services de l'ordre sont là pour sécuriser le quartier. Dans les moyens plateaux de Mwenga, les rôles de ces services de sécurité sont plus clairs pour la population : la PNC est responsable de l'ordre public et les FARDC sont responsables de la défense du territoire.

Parmi la population, certains sont satisfaits des services fournis par ces acteurs civils, tandis que d'autres disent que ces services sont souvent gangrénés par la corruption, l'injustice, les violations des droits de l'homme, que l'accès aux services n'est pas équitable, et qu'il y a des tracasseries administratives et des paiements d'amendes forfaitaires illégaux. Pour les services de l'ordre, certains disent qu'elles sont en mesure d'assurer la sécurité de la communauté. D'autres disent que leur nombre est trop réduit et que certaines des entités n'ont aucune unité. A Kipupu, par exemple, seuls quatre policiers avec deux armes ont pu être identifiés et d'après les personnes rencontrées, aucun militaire FARDC n'a été présent depuis plus de deux ans. Les forces de sécurité sont seulement présentes dans les grands centres où des bénéfices monétaires peuvent être tirés. Selon les personnes rencontrées, dans les endroits isolés et enclavés, les groupes armés prennent théoriquement en charge la sécurisation des personnes et des biens. Les cas des violations des droits de l'homme commis par des éléments des services d'ordre sont nombreux : extorsions, arrestations arbitraires, torture, intimidations, rançonnement, la perception de taxes illégales, entre autres.

Alors que plus de 90% des enquêtés affirment qu'ils ne connaissent rien de la justice, ils affirment de même qu'ils la confondent avec la loi. D'une manière générale, la justice est exercée au profit de ceux qui sont les plus forts économiquement. Le tribunal de paix le plus proche se trouve à Mwenga-centre

mais d'une manière générale la justice est mal administrée, elle n'a pas suffisamment d'agents et n'est pas perçue comme neutre et impartiale.

3.3.2. Interventions en cours

Pendant notre missions sur le terrain, nous avons pris note des organisations suivantes travaillant dans la transformation et la médiation des conflits dans la laine de la Ruzizi : Action de développement pour la paix endogène (ADEPAE), International Alert, Life and Peace Institute, SFCG, le Réseau d'innovations organisationnelles (RIO), l'Union paysanne pour le développement intégral (UPDI) et ZOA. Pour les hauts plateaux de Mwenga il s'agit des Femmes pour la paix et les droits humains (FPDH), Paix pour les déshérités (PLD), CAR initié par Norwegian Refugee Council (NRC), Appui aux femmes démunies et enfants marginalisés (AFEDM), CDV initié par IRC, RIO/ECC de l'Eglise de Christ au Congo, Commission diocésaine justice et paix (CDJP) de l'Eglise catholique initié par CARITAS.

Dans le domaine humanitaire et développement, selon le *Qui fait quoi où?* du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) de janvier 2014, les organisations suivantes implémentent des activités au cours de l'année 2014:

Dans la zone de santé de Ruzizi : Rebuild Hope for Africa (RHA) et l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) dans l'AME (Articles ménagers essentiels) et abris d'urgence ; Action pour la santé, l'environnement et le développement (ASED) dans l'eau, hygiène et assainissement ; FADC et Oxfam-Novib Pays-Bas dans le multisectoriel ; Adventist Development and Relief Agency (ADRA) et le Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans la nutrition ; Action pour le développement endogène et la promotion sociale (ADEPROSO), l'Assistance humanitaire aux enfants vulnérables orphelins (AHEVO), le Centre de développement intégral de l'enfant rural (CEDIER), la Fondation Monseigneur Emmanuel Kataliko (FOMEKA), la Fondation Panzi, la Fondation solidarité des hommes (FSH) et Hope in Action Sweden (HIA-Se), International Emergency and Development Aid (IEDA) Relief et Life and Peace Institute (LPI) dans la protection ; Heartland Alliance, International Rescue Committee (IRC), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme d'appui au système de santé (PASS) de l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH) dans la santé ; ADRA, AHEVO, Action de soutien à l'enfance démunie (ASED), FADC, l'Organisation des femmes pour la formation et le développement (OFED) et Oxfam-Novib dans la sécurité alimentaire.

Dans la zone de santé d'Uvira qui couvre une partie de la plaine de la Ruzizi : Abandoned Rescued International (ARI), Danish Refugee Council (DRC) et l'Agenzia dei volontari per lo sviluppo internazionale (AVSI) dans l'AME et abris d'urgence et l'éducation, RED dans l'éducation, ASED dans l'eau, l'hygiène et assainissement, le Bureau des actions de développement et des urgences (BADU), Community-Based Initiatives (CoBI), International Alert, SOS village d'enfants (SOSVE), UNHCR et Women for Women International (WfWI) dans le multisectoriel ; ADRA et UNICEF dans la nutrition ; Arche d'Alliance (ARAL), CARITAS Espagne, Catholic Relief Services (CRS), Heartland Alliance, IEDA Relief, le Programme alimentaire mondial (PAM), Pax Christi, RET, SOSVE, Transcultural Psychosocial

Organisation (TPO) et UNHCR dans la protection ; ARI, Danish Refugee Council (DRC), CARITAS, Catholic Organisation for Relief and Development (CORDAID), IRC, OMS, PAM, PASS Swiss TPH et SOSVE dans la santé ; ADRA, ARI, DRC, ASED, AVSI, l'Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et VECO RDC dans la sécurité alimentaire.

Dans la zone de santé de Mwenga : ARI, DRC et AVSI dans l'AME et abris d'urgence ; Malteser dans l'eau, hygiène et assainissement ; AHEVO, AVSI, le Centre d'étude, de documentation et d'animation civique (CEDAC), IRC et PAM dans l'éducation ; CORDAID, FAO, IRC, Mamas For Africa (MFA) et UNHCR dans le multisectoriel ; PAM et UNICEF dans la nutrition ; Association du Barreau Américain (ABA), ARAL, Christian Aid (CA), CRS, Fondation Panzi, Hope in Action Sweden (HIA-Se), Laissez l'Afrique Vivre (LAV), NRC, OFED, Oxfam-Novib, Save the Children (SC), Transcultural Psychosocial Organisation (TPO) et UNHCR dans la protection ; Malteser dans la santé ; AHEVO, ARI, DRC, AVSI, la Croix-Rouge Congolaise (CR-RDC), PLD, FAO, Malteser, Oxfam-Solidarité Belgique et le PAM dans la sécurité alimentaire.

Dans la zone de santé des hauts plateaux: Eben Ezer dans l'éducation à Kipupu et autres localités. Dans la zone de santé d'Itombwe : IRC à Mikenge dans la santé. Pendant nos missions sur terrain, nous avons de plus constaté les organisations suivantes : AJEFI, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et IRC à Kipupu et à Bukundji où elles ont distribué les semences de maïs, les vivres et non vivres. Les ONG IRC, EBENEZER, AJEFI, ADEPAE et MAMAN SHUJAA qui s'occupent de la construction des écoles, la construction des centres d'encadrement de la jeunesse et la médiation à Mikenge et à Tulambo. La distribution des vivres et non vives aux populations déplacées de Mwenga est faite par l'ONG World Vision et l'ECC (Eglise de Christ au Congo).

3.3.3. Environnement⁷²

Accès/Sécurité

Actuellement, la situation est très volatile dans la plaine de la Ruzizi. Les FARDC, la PNC et la MONUSCO sont présents presque partout dans la zone, mais elles sont contestées par la communauté Bafulero parce qu'elle considère que les FARDC sont du côté de la communauté banyamulenge, et la PNC et la MONUSCO sont considérées par toutes les communautés comme des « assistants impuissants » lors des atrocités. De plus, plusieurs milices opèrent dans la zone au compte de leurs communautés. Dans cette situation, la population ne peut pas circuler quand le soir, et des acteurs humanitaires ne peuvent pas passer la nuit dans la zone. Néanmoins, pendant la journée l'accès par route est possible, et la population circule librement.

Il est plus difficilement d'accéder dans les hauts plateaux de Mwenga. Les hauts plateaux d'Itombwe sont seulement accessibles à travers Fizi. La situation sécuritaire est aussi tendue avec la présence de multiples groupes armés et une quasi-absence des forces de sécurité de l'Etat dans des endroits isolés

⁷² Missions sur terrain en août et octobre 2014.

qui sont majoritaires dans les hauts plateaux. Les humanitaires peuvent néanmoins passer la nuit sans problème.

Impact du conflit

Selon la population, les conséquences du conflit à court terme sont les tueries, les massacres, les assassinats ciblés, les viols, les déplacements massifs, la séparation des familles, la confusion entre les FARDC et les groupes armés, le nonaccès aux soins de santé, la destruction des infrastructures, l'abandon des études par les enfants, la perturbation des activités commerciales, la circulation incontrôlée des armes, l'insécurité généralisée, la crise de confiance envers l'autorité, l'exode rurale, les tensions entre les communautés et le tribalisme, le manque de cohabitation pacifique et le risque d'éclatement d'une guerre entre les communautés. A long terme, les communautés mentionnent la guerre perpétuelle, le risque de génocide, la perte de logement et pâturage, le déplacement et les migrations de la population et la pauvreté pouvant entraîner la malnutrition.

La cohésion sociale

Les relations entre les Bafulero et Barundi dans la plaine de la Ruzizi sont devenues tellement tendues qu'il existe une ségrégation spatiale ethnique: les groupes ethniques habitent des quartiers différents à Mutarule et Bwegera, les enfants sont assis séparément dans quelques écoles à Mutarule, Sange et Luberizi, et les femmes barundi ne vont pas aux mêmes marchés que d'autres communautés. Les femmes barundi qui sont mariées aux Bafulero et vice versa, ainsi que leurs enfants subissent des atrocités et des menaces. Ils sont traités d'espions pour leur communauté d'origine.

En plus des tensions entre communautés, le fait d'être de la même communauté n'assure pas de bonnes relations au sein des communautés. L'ethnie est seulement la catégorie la plus importante quand les intérêts correspondent. Des conflits existent par exemple entre les Barundi et Banyamulenge qui sont tous les deux d'origine migratoire du Burundi ou Rwanda, mais au sein de ces deux communautés, la minorité hutu peut être en conflit avec les Tutsi.

Dans les hauts plateaux d'Itombwe, pour la plupart, les Babembe disent que les enfants fréquentent les mêmes écoles et les femmes vont ensemble au marché. Les Banyamulenge sont d'accord que tout marche bien, car leurs enfants partagent les mêmes écoles que les Babembe. Les femmes vont ensemble au marché et aux mêmes églises. Néanmoins, il est démontré, au contraire, qu'à Kipupu et Bukundji, les Banyamulenge ont leurs propres églises et la langue de prédication reste le Kinyarwanda ou Kinyamulenge. Au niveau des écoles, malgré que les enfants étudient ensemble, il y a de la discrimination de la part des Banyamulenge envers les autres communautés, et cela crée une certaine frustration. Dans les moyens et hauts plateaux de Mwenga, certains de nos enquêtés affirment que les enfants de différentes communautés étudient ensemble sauf ceux des Banyamulenge qui étudient ailleurs et que les gens vont aux mêmes églises, sauf les Banyamulenge qui ont leurs propres églises. Le sentiment d'insécurité lié au manque de cohésion sociale est très fort. « Il est facile de recruter des jeunes Bembe dans un groupe armé » a suggéré un activiste de la société civile. « Il suffit de leur dire que

les Banyamulenge menacent de dévaster leurs champs et de violer leurs femmes, pour qu'une milice soit organisée »⁷³.

Les femmes et les enfants, les premières victimes

La plupart des enquêtés ont montré que ce sont les femmes et les enfants qui sont souvent les plus affectés par les conflits. Pour les femmes, les maris les abandonnent ou meurent et toute la charge familiale leur revient. Quant aux enfants, ils sont orphelins ou abandonnés par les pères et ne vont pas à l'école ou deviennent des enfants des rues⁷⁴. Les enfants sont souvent enrôlés de force dans des groupes armés. Le recours à la violence, aux massacres et violences sexuelles contre les civils a eu un effet particulièrement dévastateur sur la cohésion sociale. Une recherche effectuée par International Alert en 2010 sur les perceptions que les communautés ont des violences sexuelles montre que la grande majorité d'entre elles considère la persistance des violences sexuelles comme l'un des principaux éléments indiquant que la guerre n'est pas encore finie⁷⁵.

4. Conclusion et recommandations

Conclusion

La population de la zone ciblée est victime d'une insécurité généralisée suite à la mauvaise gouvernance et l'absence de l'autorité de l'Etat. Ceci a affaibli la cohabitation et les conflits prennent racines dans les ethnies. Suite à cette division, des groupes armés sont créés et la violence généralisée persiste. Les conflits se résument en conflits de pouvoir, conflits de terre et des minerais et le conflit entre éleveur et agriculteur. La population a besoin de la sécurité, de la restauration de l'autorité de l'Etat, de la cohabitation pacifique et de projets intégrateurs sociaux- culturel et économique.

Plusieurs acteurs sont actifs dans la transformation et la résolution des conflits qui sensibilisent sur la cohabitation pacifique et organisent des dialogues intercommunautaires et la médiation des conflits. Le dialogue est le mécanisme préféré et la majorité des personnes rencontrées soutient l'idée de la médiation externe pour concilier les partis en dispute. Il faut tenir compte que les femmes sont généralement exclues du processus de paix. Il faut aussi signaler que pas toutes les ONG internationales et nationales qui travaillent dans la zone sont appréciées de toutes les parties.

Recommandations

Recommandations de la communauté

Lors de l'enquête, SFCG a demandé aux populations locales de lui fournir des recommandations pour permettre l'établissement de la paix. Leurs recommandations étaient :

Recommandations pour le gouvernement / les politiciens / les chefs coutumiers

- Restauration de la sécurité et/ou de l'autorité de l'Etat.
- Déploiement des FARDC dans des endroits éloignés.

⁷³ Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, p. 53.

⁷⁴ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁷⁵ Sortir de L'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 25.

- Désarmement des groupes armés et milices communautaristes actifs.
- Le rapatriement des FDLR.
- Désenclavement des toutes les chefferies, par exemple la réhabilitation de la route nationale n°1 qui passe à Itombwe et facilite la communication dans les entités d'Itombwe et de Kigogo.
- Encourager les politiciens et grands notables à ne plus soutenir les milices et groupes armés.
- Renforcer les capacités des chefs coutumiers, et faire respecter la hiérarchie du pouvoir par les mwami, et l'implication des autorités compétentes dans les conflits des pouvoir coutumiers.
- L'organisation régulière des conseils de sécurité.
- L'application de la justice équitable et avec rigueur.

Recommandations pour les ONGs locales et internationales

- Un dialogue intercommunautaire pour mettre fin aux conflits sous la facilitation d'un médiateur neutre.
- Des projets de rapprochement communautaire et interethnique.
- L'organisation de séminaires sur la transformation des conflits.
- Mettre en place une politique de création de l'emploi pour les jeunes afin de limiter l'attractivité des groupes armés.
- Améliorer l'accès aux infrastructures de base (centres hospitaliers, écoles, routes) par des projets intégrateurs.
- Création d'organisations d'appui à l'agriculture et à l'élevage.

Recommandations de SFCG

Dilemme sécuritaire

- Encourager la réforme du secteur sécuritaire, dont le paiement des agents, le déploiement aux endroits isolés et à la frontière avec les pays voisins, etc.
- L'application de la loi équitable et avec rigueur.
- La restauration de l'autorité de l'Etat, par exemple la formation des agents publics et des chefs traditionnels.
- Le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés et milices.
- La réhabilitation des infrastructures routières et de la communication.
- Des projets de développement intégrateurs.
- La formalisation du secteur minier.

Conflits autour l'identité

- Combattre l'«ethnisation» de la gouvernance locale : plaider pour une administration locale interethnique qui a pour but de représenter tous les groupes ethniques selon leurs distributions proportionnels.
- Créer de forums de dialogue au niveau de village, de la base au sommet, y compris un grand forum de paix et de développement impliquant tous les acteurs pertinents.

- Plaidoyer pour l'importance d'une gouvernance équitable et non discriminatoire.
- Renforcer les capacités des populations locales et rendre les autorités locales et les élus redevables, par exemple à travers des formations sur les lois congolaises et internationales et le droit civique.
- Sensibilisation sur la cohabitation pacifique, par exemple à travers des séances ou des activités intercommunautaires. L'important est que ces activités soient planifiées avec une vision de long-terme et une stratégie cohérente.
- Renforcer la capacité des associations locales, par exemple des formations sur les méthodes et techniques de résolution des conflits.

Conflits autour la terre et d'autres ressources naturelles

- Plaidoyer pour une réforme foncière équitable qui permet de régler la dualité de la loi foncière et de donner des titres officiels aux paysans.
- Plaidoyer pour le droit des femmes à l'héritage et à la succession de la terre.
- Encourager la création de pistes entre les champs pour les vaches.

Recommandations pour les intervenants

- Toujours inclure tous les groupes ethniques dans les activités du projet.
- Recruter des agents locaux pour réduire le taux de chômage.
- Pour la restitution des données et les activités de projet, travailler avec des acteurs clés qui sont neutres et crédibles.
- Coopérer avec les organisations qui travaillent sur la résolution des conflits afin de contribuer à la consolidation de la paix à travers leurs interventions.
- Travailler d'avantage avec et pour les femmes afin d'améliorer leur situation de sécurité : organiser des réunions de consultation avec les femmes (et des hommes séparés) pour trouver des activités possibles et réalisables.
- La participation des femmes dans toutes les initiatives. Etre conscient du fait que devant les hommes, les femmes ne s'expriment pas librement. Souvent elles ne se sentent pas à l'aise de parler devant d'autres personnes.
- L'ethnie, la sécurité et les conséquences des conflits sont des thèmes très sensibles et évoquent des souvenirs de l'horreur de la guerre et de l'insécurité persistante. Il faut donc être très attentif et réceptif aux signes et réactions des gens en travaillant avec eux.

5. Bibliographie

- Comprendre les conflits dans l'Est du Congo: la plaine de la Ruzizi, ICG, 2013
- DR Congo: the Troubled East, Center for Strategic and International Studies, Gerard Prunier
- Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaires dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013
- Hellmüller, Sara 2013. République démocratique du Congo. Une lueur d'espoir?, Diplomatie, Nr. 69/2014
- Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013

- Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012
- Rapport de l'étude des comportements, attitudes et pratiques sur la perception des facteurs qui mènent aux violences de groupe, La Benevolencia Grands Lacs en RDC
- Terre, pouvoir et identité, International Alert, 2010

6. Liste des acronymes

ABA	Association du Barreau Américain
ADEPAE	Action de développement pour la paix endogène
ADEPROSO	Action pour le développement endogène et la promotion sociale
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
AFEDM	Appui aux femmes démunies et enfants marginalisés
AFS	Association des femmes pour la fabrication des savons
AHEVO	l'Assistance humanitaire aux enfants vulnérables orphelins
AJDKI	Association des jeunes pour le développement de Kipupu
AJPD	Association des jeunes de Kipupu pour la paix et le développement d'Itombwe
AME	Articles ménagers essentiels
ARAL	Arche d'Alliance
ARI	Abandoned Rescued International
ASED	Action pour la santé, l'environnement et le développement
ASED	Action de soutien à l'enfance démunie
AVSI	Agenzia dei volontari per lo sviluppo internazionale
BADU	Bureau des actions de développement et des urgences
CA	Christian Aid
CCAP	Comité de coordination des actions de paix
CCI	Cadre de concertation intercommunautaire
CCI	Conseil de consultation interethnique
CDJP	Commission diocésaine justice et paix
CDV	Conseil et de dépistage volontaire
CEDAC	Centre d'étude, de documentation et d'animation civique
CEDIER	Centre de développement intégral de l'enfant rural
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CISUP	Cadre intercommunautaire des sages d'Uvira pour la paix
CoBI	Community-Based Initiatives
COMIBA	Cadre de concertation intercommunautaire
COOPEMI	Coopérative minière d'Itombwe
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development
CR-RDC	Croix-Rouge Congolaise
CRS	Catholic Relief Services

DECEF-CODEFEC	Démocratie chrétienne fédéraliste – Convention des fédéralistes pour la démocratie chrétienne
DIC	Dialogue inter communautaire
DIOFAP	Directoire des organisations féminines pour les actions de paix
DRC	Danish Refugee Council
ECC	l’Eglise de Christ au Congo
FALL	Force d’autodéfense locale et légitime
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FNL	Front national de libération
FOMEKA	Fondation Monseigneur Emmanuel Kataliko
FPDH	Femmes pour la paix et les droits humains
FRC	Forces de résistance congolaise
FRF	Forces républicaines fédéralistes
FSH	Fondation solidarité des hommes
GASAP	Groupe d’actions socio-agro pastorales
HIA-Se	Hope in Action Sweden
ICCN	Institut congolais pour la conservation de la nature
IEDA	International Emergency and Development Aid
IJED	Jacobins éleveurs pour le développement
IRC	International Rescue Committee
IRC	International Rescue Committee
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et stabilisation
LAV	Laissez l’Afrique Vivre
LENI	Légion d’intervention rapide
LPI	Life and Peace Institute
MFA	Mamas For Africa
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Congo
MSR	Mouvement social pour le renouveau
NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OFED	l’Organisation des femmes pour la formation et le développement
OMS	l’Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non gouvernementales
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPS	Plans d’actions prioritaires de stabilisation
PASS	Programme d'appui au système de santé
PIL	Promotion des initiatives locales
PLD	Paix pour les déshérités
PNC	Police nationale congolaise

PNR	Parti national pour la réforme
PPRD	Parti du peuple pour la reconstruction de la démocratie
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RHA	Rebuild Hope for Africa
RIO	Réseau d'innovations organisationnelles
RPF	Front patriotique rwandais
SC	Save the Children
SFCG	Search for Common Ground
SOSVE	SOS village d'enfants
SPS	Stratégies provinciales de stabilisation
STAREC	Programme de stabilisation et reconstruction des zones sortants des conflits armés
Swiss TPH	l'Institut tropical et de santé publique suisse
TPO	Transcultural Psychosocial Organisation
UAS	Unité d'appui à la stabilisation
UNC	Union pour la nation congolaise
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'enfance
UPDI	Union Paysanne pour le développement intégral
WfWI	Women for Women International